

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyte)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1764 - 17 mai 2002 - prix : 1 €

**Des candidats  
de Lutte Ouvrière  
dans toutes les  
circonscriptions**

**Faire  
entendre  
la voix  
du monde  
du travail**

**La  
démagogie  
sécuritaire  
ne résoud pas  
les problèmes**  
p. 7

**Attentat de  
Karachi :  
la France  
marchand  
d'armes**  
p. 9



**Dimanche 19 mai**

**La Fête  
de Lutte  
Ouvrière**

Sommaire

Politiciens

p 4

■ Hollande annonce la couleur : la nouvelle gauche sera aussi anti-ouvrière que celle de Jospin

p 5

■ Raffarin à l'« écoute »... du patronat

p 6

■ La gauche « flouée » par la droite : comment masquer ses capitulations

Tribune

p 6

■ Se battre pour une politique, y compris au sein de l'extrême gauche

Leur société

p 7

■ Démagogie sécuritaire... et problèmes réels

■ Quand des responsables du PS cherchent refuge à l'Education nationale

p 8

■ Francis Mer : une carrière sous les auspices de la droite et de la gauche

■ Soissons, ville sinistrée...

p 9

■ Attentat de Karachi : la France marchand d'armes

Échos des entreprises

p 10

Réunions publiques de LO

p 10

Dans le monde

p 11

■ Allemagne : mouvement pour les salaires dans la métallurgie

■ Israël : mise au ban de Yaffa Yarkoni

p 12

■ Grande-Bretagne : le déraillement de Potters Bar

La fête de Lutte Ouvrière

p I à IV

RÉUNIONS PUBLIQUES avec Arlette LAGUILLER

CLERMONT-FERRAND

Lundi 27 mai à 18 h 30

Maison du Peuple

Place de la Liberté

NANTES

Mardi 28 mai à 20 h 30

Salons Mauduit

Rue Arsène Leloup

Tram, arrêt Chantiers navals

TOULOUSE

Mercredi 29 mai à 19 heures

22, Allées de Barcelone

LYON

Vendredi 31 mai à 20 heures

1, place Antonin-Jutard

Métro : Guillotière

MARSEILLE

Samedi 1<sup>er</sup> juin à 15 h 30

Château des fleurs

16, bd Michelet

Métro : Rd-Point du Prado

STRASBOURG

Lundi 3 juin à 20 heures

Palais des Congrès

Place de Bordeaux

METZ

Mardi 4 juin à 18 h 30

Salle Braun

16, rue Mozart

LILLE

Mercredi 5 juin à 19 heures

Salle « le Splendid »

Lille-Fives, Mont de Terre

RENNES

Jeudi 6 juin à 18 h 30

Au Triangle

Boulevard de Yougoslavie,

Métro : Triangle

et à PARIS

Jeudi 30 mai à 20 h 30

à la Mutualité

24, rue Saint-Victor Paris 5<sup>e</sup> — Métro : Maubert Mutualité

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - E.mail: [journal@lutte-ouvriere.org](mailto:journal@lutte-ouvriere.org)

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 48 43 65 58 est une SARL au capital de 7622,45 €(50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 16 400 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti « Lutte Ouvrière » conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : . . . . .

PRÉNOM : . . . . .

ADRESSE : . . . . .

CODE POSTAL et VILLE : . . . . .

COMPLÉMENT D'ADRESSE . . . . .

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de . . . . . (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : . . . . .

Règlement :  
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,  
par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

2 • Lutte Ouvrière n° 1764 • 17 mai 2002

## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Editorial des bulletins  
d'entreprise du 13 mai 2002

# REFUSEZ LES MENSONGES ET L'HYPOCRISIE, CHOISISSEZ LA VÉRITÉ

La campagne des élections législatives va commencer mais la gauche ex-gouvernementale a déjà un temps de retard sur la droite.

En effet, pendant que PC et PS affirmaient que, puisque Le Pen était présent au second tour, il pouvait être élu, et qu'à son de trompes et de tambours ils menaient la campagne pour Chirac, ce dernier et son camp avaient les mains libres pour préparer un gouvernement de campagne électorale pour les législatives.

En réalité, il n'y avait pas besoin d'être devin pour comprendre que Le Pen ne pouvait pas obtenir au second tour beaucoup plus de voix qu'au premier.

Mais le Parti Socialiste et le Parti Communiste ont préféré faire campagne en faveur de Chirac en prétendant qu'il fallait faire barrage à Le Pen, empêcher le racisme et le fascisme de triompher, alors qu'il ne pouvait pas obtenir plus de 20 %. Ils ont ainsi évité de discuter des raisons pour lesquelles Jospin avait perdu suffisamment de voix pour passer après Le Pen, et de pourquoi Jospin et Robert Hue ont à eux deux perdu 4 millions de voix.

Maintenant, Chirac a été plébiscité avec 82 % de voix et se sert de ce crédit pour rallier derrière lui tout l'électorat de droite. Il cherche même à rallier le plus possible de voix de l'électorat de Le Pen.

Il veut, affirme-t-il, « restaurer

l'autorité de l'Etat ». Il parle de « tolérance zéro » pour tous les délits. A vrai dire, le Parti Socialiste en parlait déjà lors de la campagne présidentielle et Chirac insiste. Le premier geste de Sarkozy, nouveau ministre de l'Intérieur, est une mise en scène le montrant, devant radios et télévisions, dans une commune de Seine-Saint-Denis, accompagnant une ronde de police faisant la chasse aux prostituées. Cela ne résoudra pas l'insécurité dans les quartiers populaires, cela ne supprimera ni le proxénétisme, ni l'exploitation de ces malheureuses venant des pays de l'Est, mais cela satisfera les bien-pensants et restaurera à bon compte l'autorité de l'Etat sur les plus faibles.

C'est-à-dire que tous les actes du gouvernement Raffarin préparent la campagne électorale de la droite, en prétendant faire ce que la gauche n'a pas fait. Il ne s'agit pas de prendre des décisions efficaces puisque rien ne peut être fait avant que la nouvelle Assemblée soit là, mais Chirac veut des gestes symboliques.

Face à cela, le Parti Socialiste, le PCF, les Verts vont essayer de présenter des candidatures uniques. On avait le gouvernement de la gauche plurielle, ils veulent maintenant présenter aux électeurs la gauche unique. Ils disent qu'ils veulent s'adresser, plus qu'ils n'ont fait lors de la campagne présidentielle, à l'électorat populaire, aux travailleurs, aux chômeurs, à tous ceux qui

souffrent dans la société actuelle.

Ils vont s'adresser à eux, certes, mais juste le temps d'une élection. Ils ne seront pas avares de promesses. S'ils ne sont pas majoritaires à la Chambre, ils n'auront pas à tenir parole et ils pourront se refaire une santé dans l'opposition. S'ils sont élus, ils s'empresseront d'oublier leurs promesses.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière présentera des candidats partout. Tous les électeurs auront ainsi la possibilité d'affirmer qu'ils sont contre la droite, mais qu'ils ne sont pas dupes des mensonges de la gauche qu'ils ont connue durant cinq ans au pouvoir.

Les militants de Lutte Ouvrière défendent le camp des travailleurs, et rien que le camp des travailleurs. Ils n'acceptent aucun compromis dès qu'il s'agit des intérêts du monde du travail. Ils ne luttent pas qu'en paroles contre le patronat et la bourgeoisie. Ce n'est pas eux qui se sont aplatis pour appeler à voter Chirac et cautionner tout ce qu'il fera à l'avenir.

Alors il faut que les travailleurs montrent qu'ils savent déceler les mensonges derrière les discours des différents partis. Et c'est pour donner cette possibilité de choix au monde du travail que nous présenterons des candidats dans toutes les circonscriptions.

Arlette Laguiller

# Hollande annonce la couleur

## LA NOUVELLE GAUCHE DE GOUVERNEMENT : AUSSI ANTIOUVRIÈRE QUE LA PRÉCÉDENTE

**Hollande, premier secrétaire du PS et intronisé chef de la nouvelle « Gauche unie », qui prend la place de feu la Gauche plurielle, a multiplié ces derniers jours les déclarations à la télévision, à la radio et dans la presse pour définir ce que serait le programme de la gauche gouvernementale si celle-ci arrivait à assurer son retour au gouvernement à l'issue des législatives des 9 et 16 juin. Il s'agit même d'un recadrage après les quelques envolées démagogiques de la période précédente où, sans doute convaincu de rester pour cinq ans dans l'opposition, le PS avait sorti un programme surréaliste proposant de faire exactement le contraire de ce qu'il vient de faire pendant cinq ans : arrêter de**

**privatiser, augmenter le Smic de façon notable, augmenter les charges patronales pour stopper la précarité et construire cinq fois plus de logements sociaux que pendant le gouvernement Jospin...**

Cette fois, endossant les habits d'un possible futur Premier ministre, Hollande a tenu à remettre les pendules à l'heure. Le programme de la gauche gouvernementale sera pour l'essentiel celui défendu par Jospin pendant sa campagne des présidentielles, coloré de quelques ajouts bien imprécis pour « répondre au message des électeurs ». Mais de quels électeurs s'agit-il, et pour faire fondamentalement quoi de différent ? Le programme de Jospin avec lequel Hollande tient à affirmer sa filiation, c'est ce programme que tout le monde avait considéré comme interchangeable avec celui de Chirac, tant les deux se ressemblaient. Même si cela peut lui coûter des voix, Hollande tient à rassurer la bourgeoisie et le grand patronat : si Hollande avec ses amis

de la gauche gouvernementale se réinstallent au gouvernement, ce sera bien pour assurer la continuité d'une politique en leur faveur, telle que celle menée ces cinq dernières années. Hollande sait bien que ce n'est pas de ce côté-là que viennent ses électeurs, mais c'est de ce côté qu'il continuera à prendre ses ordres comme ses amis l'ont fait avant lui.

À ce propos, pour bien mettre les points sur les « i » en direction de bourgeois parfois un peu bouchés, Hollande a tenu à préciser à la télévision que le PS et la gauche gouvernementale n'avaient pas peur « de mettre les mains dans le cambouis » et « de faire le sale boulot quand c'était nécessaire ». La formule avait été utilisée dans le passé par Mauroy, ex-Premier ministre de Mitterrand de 1981 à 1984, parlant des centaines de milliers de licenciements et de suppressions d'emplois faits par le patronat et soutenus par le gouvernement de l'Union de la gauche, qui avait lui aussi licencié en masse dans les entreprises nationalisées sous son contrôle.

Alors, la filiation revendiquée est tout un programme. Jospin a systématiquement couvert les plans de licenciements pendant cinq ans et Hollande continuera la même politique et apportera aux patrons le même soutien s'il se retrouve au gouvernement après le 16 juin.

D'ailleurs, dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 14 mai, Hollande, parlant des bas salaires, de la précarité des « oubliés des plans sociaux », des licenciés sans avenir, déclare que sur tous ces sujets « des avancées ont eu lieu, mais insuffisamment par rapport aux détresses laissées à elles-mêmes ». Et d'ajouter immédiatement : « La loi ne peut pas tout ; et ce serait semer des illusions dangereuses que de prétendre interdire, empêcher, annuler là où la décision publique est tout sauf régalienne. »

Il faut comprendre que, selon Hollande, ce n'est pas le rôle et la mission de l'Etat d'intervenir dans la liberté de licencier des patrons, et que ceux qui, comme le fait Lutte Ouvrière, réclament l'interdiction des licenciements collectifs, et tout

d'abord dans les entreprises qui sont bénéficiaires et licencient quand même, sont des irresponsables. Jamais Hollande et un futur gouvernement de « gauche unie » ne s'engageront sur cette voie.

Alors que ferait son gouvernement ? Hollande répond : « C'est par la négociation, le partenariat (avec les patrons bien sûr), la responsabilité partagée que le progrès peut venir. » Hollande a un culot à toute épreuve : s'il suffisait de prêcher au grand patronat la responsabilité et le dialogue pour empêcher un seul licenciement depuis vingt ans et plus ça se serait vu.

Hollande et la clique de politiciens bourgeois qui l'accompagnent, rebaptisés socialistes et de gauche pour mieux vendre aux électeurs la même politique avariée que celle de la droite, ont vraiment le mépris le plus total pour le monde du travail et les souffrances qu'il rencontre. Ces gens-là restent et resteront les valets du capital contre vents et marées, même si cela devait entraîner leur perte.

Paul SOREL

## Le PS et l'emploi PAS DE QUOI PAVOISER !

Dans le cadre de sa campagne électorale, le PS met en avant le bilan des cinq années du gouvernement Jospin en matière d'emploi. Il n'y a pourtant pas de quoi se vanter.

Lorsque Jospin et ses alliés sont arrivés au gouvernement en 1997, l'emploi devait être la priorité des priorités, mais cinq ans plus tard, il reste encore plus de 2,4 millions de chômeurs officiellement recensés.

Et s'il y a eu entre 2000 et 2001 une légère amélioration, elle fut autant le résultat d'une amélioration de la conjoncture

économique que de la manipulation des modes de comptage. C'est le cas des chômeurs à temps partiel qui, parce qu'ils ont travaillé plus de 78 heures dans le mois, ne sont désormais plus comptabilisés comme demandeurs d'emploi.

Quant aux centaines de milliers d'emplois que les « contrats jeunes » ou les 35 heures auraient permis de créer, comme le prétendent aujourd'hui les dirigeants du Parti Socialiste, ce ne sont pour la plupart que des emplois précaires, en contrats à durée

déterminée ou en intérim, et bien souvent des emplois à temps partiel imposé, procurant des ressources inférieures au Smic.

Et depuis plusieurs mois, les statistiques montrent une nouvelle aggravation de la situation.

Car depuis des mois, nombre d'entreprises, notamment parmi les plus grandes, ont renvoyé une bonne partie de leurs intérimaires. Et surtout, d'Air-Liberté à Moulinex, de LU-Danone à IBM, d'Alcatel à Ericsson, les licenciements économiques se multiplient.

Non seulement le gouvernement de la gauche plurielle n'a rien fait pour résorber vraiment le chômage, mais il a bien au contraire laissé le travail précaire se développer, avec la paupérisation que cela implique pour toute une partie de la population.

Les résultats sont là : selon les statistiques officielles, plus de 4,5 millions de personnes vivent aujourd'hui en dessous de ce que l'INSEE appelle le « seuil de pauvreté », c'est-à-dire avec un revenu ne dépassant pas 564 euros (3 700 F) pour un célibataire et 1 184 euros (7 770 F) pour un couple avec deux enfants.

C'est là le bilan d'un gouvernement qui s'est montré plus sensible aux arguments des patrons qu'aux besoins des classes populaires. Et c'est un choix politique que les dirigeants socialistes ne veulent nullement remettre en cause.

Roger MEYNIER



# RAFFARIN À L'ÉCOUTE... DU PATRONAT

Dans une interview accordée au *Parisien* le 13 mai dernier, le nouveau Premier ministre Raffarin se veut « à l'écoute du peuple ». Mais les priorités du nouveau gouvernement sur les impôts, les retraites ou les 35 heures vont dans un sens tout à fait opposé aux intérêts de la population. Le gouvernement veut « servir »... surtout les intérêts des riches et des possédants. Tout comme son prédécesseur le gouvernement Jospin, qui d'ailleurs lui a préparé le terrain.

## Baisse des impôts : un cadeau pour les plus gros revenus

On nous annonce la baisse

de 5 % de l'impôt sur le revenu, présentée par Chirac comme une nouveauté. Mais ces baisses d'impôts ont été initiées par le gouvernement Jospin et elles ont, à l'époque, profité surtout aux familles les plus aisées. La baisse proposée par Raffarin va dans le même sens. Le quotidien *Le Parisien* du 11 mai détaillait ainsi cette mesure concernant 16 millions de contribuables : « Celui qui acquitte 500 euros (3280 F) bénéficierait d'une remise de 25 euros (164 F). Celui qui paye 5000 euros (32 798 F) gagnerait, lui, 250 euros (1 640 F) ». Plus on grimpe dans les tranches supérieures

de l'impôt sur le revenu, plus l'économie est importante. C'est un cadeau aux plus gros revenus, à qui, après prélèvement, il restera un coquet magot... bien plus confortable que pour les imposables du bas de l'échelle.

L'autre solution envisagée est de rendre progressive la réduction des 5 %. Cela serait sans aucun doute un peu plus favorable aux petits revenus imposables. Mais le gouvernement invoque des raisons techniques pour ne pas le faire.

Raffarin ne dit pas un mot sur les millions de gens qui ne payent pas l'impôt sur le revenu parce qu'ils ne gagnent pas assez et qui, de ce fait, resteront exclus de cette « baisse ». Pas un mot non plus sur les impôts indirects, dont le principal et le plus connu est la TVA. Cet impôt particulièrement injuste, auquel tout le monde est assujéti, le Rmiste comme le milliardaire, pèse d'autant plus lourd dans les ménages que le revenu est faible. Enfin, le Premier ministre n'entend pas revaloriser le Smic au premier juillet.

Mais il n'oublie pas de promettre de baisser encore les charges des patrons sur les bas salaires, comme ont fait tous les gouvernements avant lui.

## Une retraite à deux vitesses

Pendant la campagne électorale, Chirac ou Jospin avaient promis de s'attaquer en priorité au problème des retraites, en mettant en place des fonds de retraite par capitalisation. Que ce soit sous le nom « d'épargne salariale », cher à la gauche, ou de « fonds de pension à la française », voulu par la droite, l'appellation est différente mais le principe est le même.

Avec « les fonds de pension », la droite envisage d'instaurer un régime de retraite à deux vitesses : ceux qui auront les moyens de cotiser dans les fonds de pension verront leur retraite s'améliorer, tandis que tous les autres devront subsister avec une retraite minimum. Et si cela ne suffit pas, les vieux pourront toujours travailler, s'ils trouvent du travail,

puisque le gouvernement veut repousser l'âge du départ en retraite. Ainsi, ils auront le droit de continuer à se faire exploiter jusqu'à leur dernier souffle.

Le gouvernement a pour projet, au nom de « l'équité », prenant prétexte de l'actuelle durée de cotisation de 40 ans dans le privé, d'augmenter la durée de cotisation des fonctionnaires qui est encore de 37 ans et demi. En omettant de rappeler que c'est le gouvernement Balladur qui a augmenté la durée de cotisation des salariés du privé de 37,5 à 40 ans. Et sur ce point droite et gauche ne se distinguent pas : Chirac reproche seulement à Jospin d'avoir trop hésité !

Les dirigeants de gauche ont contribué, avec zèle, à mettre en place le gouvernement de droite actuel. Celui-ci, sans complexe, peut se sentir les coudées plus franches pour mettre en œuvre les projets initiés par le gouvernement Jospin.

René CYRILLE

## BON CLIMAT POUR LA PASSATION DE POUVOIR



## La passation des ministères : AVEC D'AUTRES... OU PRESQUE LES MÊMES

C'est dans la plus parfaite cordialité que la passation des pouvoirs s'est opérée entre la garde montante du nouveau gouvernement Raffarin et la garde descendante de feu le ministère Jospin. L'un des membres de ce dernier, interrogé sur son successeur, a déclaré : « Je lui ai fait part de mon expérience, de l'intérêt de la fonction, de ses frustrations. Je l'ai davantage rassuré qu'il ne m'a consolé ». Touchant ! Il est vrai qu'il assure avoir avec monsieur son successeur des « amis communs ».

Mieux encore, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Ferry, a déclaré à Lang : « Je vous disais vendredi dernier que j'allais vous regretter. Je ne savais pas à l'époque que ce serait moi qui prendrais votre place... » Car lui et Lang se connaissent de longue date et, paraît-il, s'apprécient. Ferry présidait depuis huit ans un des principaux organismes du ministère de l'Éducation, le Conseil national des programmes. De ce fait, il a travaillé au plus près d'Allègre, puis de Lang. Du côté de celui-ci, il n'est pas étonnant que l'on loue la « loyauté absolue » du nouveau ministre. Un autre parle même d'une « relation de complicité ».

De même, le nouveau ministre de l'Intérieur, Sarkozy, a maintenu en fonction, à la surprise de ses proches, le directeur de la police lié au PS et naguère nommé par Chevènement.

Ces politiciens, hommes et femmes, de droite comme de gauche, se connaissent, se fréquentent, sympathisent et sont interchangeables. Dès que les caméras ne les filment pas, le tu est plus fréquent que le vous. Ils ont souvent commencé en commun dans les mêmes grandes écoles et les mêmes promotions ce qu'ils appellent leurs carrières politiques.

Il en est de même pour les hauts fonctionnaires. La politique pratiquée par les gouvernements de droite continue celle menée par ceux qui se prétendent de gauche, et vice-versa. Ce petit monde est lié par la défense des mêmes intérêts et intégré au même réseau de relations mondaines. C'est vrai chaque fois qu'une équipe en remplace une autre. Il n'y a pas de quoi s'étonner. Mais au moins on peut en faire le constat !

Michel ROCCO

## UN MINISTRE QUI VOUS TRANSPORTE

Le secrétaire d'Etat aux Transports du gouvernement Raffarin, Dominique Bussereau, n'est pas très connu du grand public mais il s'est fait une réputation de chaud partisan de la privatisation du service public. Membre de Démocratie Libérale, il s'est surtout distingué à l'Assemblée nationale par ses attaques répétées contre le droit de grève des cheminots, des conducteurs de la RATP et de tous les agents du service public. Il prône la libéralisation des transports.

Bussereau est l'auteur d'un rapport pour le mouvement chiraquien « l'Union en Mouvement » (UEM), devenue depuis Union pour la Majorité Présidentielle (UMP) qui propose « d'ouvrir le capital des sociétés de transport, voire de les privatiser à 100 % ». Son

objectif : démanteler Air France. Il écrit à ce propos que « la totalité du capital d'Air France détenu par l'Etat (57 %) doit être vendue » ! Il est également favorable au changement du statut de la SNCF et de la RATP, proposant de transformer ces deux entreprises publiques en sociétés anonymes à capitaux publics majoritaires.

Membre d'« Avenir Transports », une officine qui « étudie » les moyens de libéraliser les moyens de transports, Bussereau siège également au conseil d'administration de RFF (Réseau Ferré de France), la partie privatisée de la SNCF. Tout un symbole !

Il a été aussi à l'origine d'une proposition de loi, en février 1999, visant à limiter le droit de grève dans les services

publics et à instaurer un service minimum, une idée chère à Chirac. Il répète comme d'autres, pas tous situés à droite, que la grève des salariés du transport est un « moyen de chantage dans lequel les clients et les usagers sont pris en otage ». Quand ce sont les patrons routiers qui tiennent la population en otage, les Bussereau et compagnie prennent ouvertement la défense des « justes revendications » de ces catégories qui ne sont pas parmi les plus défavorisées.

Son offensive contre les services publics s'est recentrée en janvier 2000 sur EDF. A l'époque, il a réclamé une commission d'enquête pour faire la lumière sur les soi-disant « lenteurs » des travaux de réparation d'EDF, suite à la tempête de décembre 1999. Contre toute vérité, il avait affirmé que ces « lenteurs » étaient dues, non aux dégâts considérables causés par les deux tempêtes qui se sont abattues sur le pays, mais au fonctionnement « pyramidal », « centralisé » et « administratif » de l'entreprise, « l'absence de toute concurrence » ne faisant qu'aggraver la situation.

Le gouvernement Raffarin est composé d'hommes nouveaux qui triment les idées réactionnaires.

René CYRILLE



Jack Lang passant la main à Luc Ferry nouveau ministre de l'Éducation nationale

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

### SE BATTRE POUR UNE POLITIQUE, Y COMPRIS AU SEIN DE L'EXTRÊME GAUCHE

Il n'y aura donc pas d'accord entre LO et la LCR aux prochaines législatives, à la déception sans doute de bon nombre de leurs anciens et nouveaux électeurs. Nous saurons rapidement si l'absence d'accord entre les deux organisations, donc la présence concurrente des deux organisations face aux candidatures uniques de la gauche et à la présence de l'extrême droite, se justifie parce qu'elle exprime deux politiques différentes. Autrement dit si la LCR, comme elle a choisi de le faire entre les deux tours en appelant de fait à voter Chirac dans le sillage des partis de la gauche gouvernementale, renonce ou pas à l'orientation qu'elle a défendue pendant la campagne d'Olivier Besancenot ; renonce ou pas à se présenter sur un programme d'opposition intransigeante à la droite et la gauche gouvernementale, et renoue, comme elle le fait craindre, avec sa vieille politique du « battre la droite et l'extrême droite ».

Il ne s'agit ici que d'élections, donc d'un bloc électoral sur une orientation fondamentale, et un tel accord aurait pour le moins exigé une plate-forme politique commune explicite et même une profession de foi commune, comme l'a suggéré Lutte Ouvrière en mettant un terme aux discussions entre les deux organisations au lendemain du deuxième tour. L'ennui, c'est que Lutte Ouvrière elle-même, pas plus que la LCR, n'a proposé cette profession de foi commune. C'était pourtant à elle de le faire. Pour bien des raisons. Ne serait-ce que parce qu'elle avait accepté dès le lendemain du premier tour d'en discuter avec la LCR, donc, a priori, de se donner les moyens de vérifier si la LCR persistait ou non dans le sens de ses attermolements puis sa décision pour le deuxième tour. D'ailleurs, si notre organisation avait considéré l'alignement politique de la LCR entre les deux tours comme réhibitoire, elle n'aurait pas manqué d'interrompre les rencontres dès l'annonce de la décision de la LCR, c'est-à-dire avant le second tour – ce qu'elle n'a pas fait.

Mais surtout parce que l'orientation commune des deux organisations vis-à-vis de la gauche plurielle ces derniers temps était à mettre au crédit de LO qui l'a toujours défendue au travers des campagnes d'Arlette Laguiller. C'est notre organisation qui s'est battue sur une politique d'opposition radicale à la gauche gouvernementale depuis trente ans. C'est elle qui a remporté une première percée électorale en 1995 sur cette base. C'est elle qui ensuite a réussi à entraîner la LCR sur cette même orientation, non pas en l'ignorant mais en lui proposant de mener une campagne commune lors des Européennes. C'était donc et c'est encore à elle de continuer à se battre pour entraîner le reste de l'extrême gauche sur cette politique.

C'est également notre responsabilité – à Lutte Ouvrière – de ne pas nous résigner à l'avance aux nouvelles dérives de la LCR, dans l'intérêt même de ce que notre organisation défend contre vents et marées depuis des années.

Ce serait donc une erreur, surtout au-delà des élections, de renoncer à ce combat politique. La diversité pour la diversité (et ses « richesses ») n'a pas plus de sens que l'unité pour l'unité.

#### Au-delà des élections

Ce que dit le thermomètre électoral du premier tour des présidentielles nous importe (c'est même la principale raison pour laquelle

nous nous présentons). Sans traduire une nouvelle poussée de l'extrême droite, il confirme son maintien à un haut niveau. Et le maintien de ses voix au second tour (seule contre tous) montre qu'elle dispose toujours d'un socle électoral relativement solide. En l'absence d'une véritable contre-offensive de la classe ouvrière, et étant donné la politique trop prévisible du gouvernement, quel qu'il soit, qui sortira du scrutin des législatives, il n'est pas improbable dans l'avenir que cette extrême droite puisse se manifester par une présence plus visible et plus active dans les quartiers populaires. Cela constitue en soi un danger potentiel. Ne serait-ce que pour cette raison, il appartient à l'extrême gauche de répondre aux attentes des trois millions d'électeurs qui se sont tournés vers elle (sans parler des abstentionnistes et même de ceux qui ont encore voté pour la gauche) en cherchant à constituer un bloc sur une politique claire, lui permettant de prendre la relève du PCF, mais sur une base révolutionnaire, et de disputer à l'extrême droite son influence sur les couches les plus pauvres de la population.

Car la nouveauté de ce scrutin, c'est le doublement des voix de l'extrême gauche par rapport à 1995. Il est évident, si l'on veut mesurer l'évolution de la température de l'opinion au sein des milieux populaires, qu'il faut additionner les voix d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot (comme Arlette y invitait d'ailleurs les journalistes pendant sa campagne). Se contenter de dire que le score d'Arlette s'est maintenu, « donc » que rien n'a bougé du côté de l'opinion ouvrière, est une façon de refuser de voir que les scores additionnés de l'extrême gauche, sur une orientation de campagne très voisine, ont monté dans la même mesure que ceux du PC s'effondraient. C'est la première fois que la baisse électorale du PCF ne traduit pas la seule démoralisation, mais un espoir vers l'extrême gauche.

L'extrême gauche a effectivement des responsabilités particulières parce qu'on ne représente pas impunément 10 % des voix exprimées (bien davantage dans les quartiers populaires) sans que cela ne soit en même temps un engagement : 1) à garder le cap de l'orientation intransigeante qui lui a valu ses scores ; 2) à militer pour la politique défendue au cours des élections sur le terrain des luttes et des mobilisations avec tous ceux qui sont prêts à le faire, et d'abord au sein de l'extrême-gauche.

Faudrait-il que le combat actuel de notre organisation se réduise à démontrer par la négative que nous sommes les seuls à avoir raison ? Non. Ce serait la politique du pire. La percée électorale de l'ensemble de l'extrême gauche nous engage, nous, Lutte Ouvrière, la mieux habilitée pour cela, à batailler sans relâche pour faire prévaloir cette politique et pour constituer sur des bases claires ce front d'extrême gauche susceptible de remplacer le PC dans le cœur des couches populaires les plus opprimées et exploitées, et de susciter à nos côtés ces vocations militantes que la politique du PS et du PC ont découragées depuis plus de vingt ans.

Raoul GLABER et Huguette CHEVIREAU

**Convergences Révolutionnaires**, bimestriel publié par la Fraction, n° 21 (mai-juin)

**Au sommaire** : – Suite des présidentielles : des articles sur la lutte contre l'extrême droite, les trahisons et la manœuvre de la gauche, les divisions et les faiblesses de l'extrême gauche. – Dossier : Le Moyen-Orient, Israël, Etats arabes, Autorité palestinienne... les pions de l'impérialisme. – Les syndicats et la collaboration de classe en France (épargne salariale, AZF) et en Allemagne (IG-Metall)

Pour se procurer ce numéro, 1,5 €, ou s'abonner (1 an : 9 €, de soutien : 15 €) écrire à :  
LO, pour la Fraction, BP 233 – 75865 Paris Cedex 18, ou  
Les Amis de Convergences, BP 128 – 75921 Paris Cedex 19

## Politiciens

### Après le vote pour Chirac, la gauche “ flouée ”

## COMMENT MASQUER SES CAPITULATIONS

Il ne se passe pas un jour sans qu'un dirigeant du PS ou un ancien ministre de la gauche plurielle n'y aille de sa petite phrase sur la « dette » que Chirac avait envers la gauche après le plébiscite que cette même gauche a organisé en sa faveur.

Cela avait commencé le soir même du 5 mai avec Laurent Fabius, qui donnait le ton sur TF1... Il s'exclamait : « *Personne ne peut confisquer le résultat* » des élections. Il était relayé par Daniel Vaillant qui estimait que les « *scores sans précédent* » de Chirac devaient inciter les « *responsables politiques* » (sous entendu les responsables de droite) à le « *prendre en compte* ». Quant à Jean Glavany, il s'insurgeait dans *Le Figaro* sur les premières mesures de Raffarin : « *La droite* », déclarait-il, « *continue à prendre les Français pour des zozos. Ce gouvernement n'a pas la majorité pour prendre des mesures* ». Mais la palme du cynisme politique revient

sans doute à Jack Lang, ancien ministre de l'Education nationale de Jospin qui, après la constitution du gouvernement de Raffarin, faisait mine de s'insurger : « *Ceux de gauche, en particulier, se sentent floués, trompés, grugés* ». Trompés et grugés, en effet, par les Lang et autres responsables du PS qui ont voulu faire croire aux électeurs de gauche qu'un vote massif en faveur de Chirac obligerait ce dernier à tenir compte de ce ralliement, à « gauchir » si on peut dire sa politique future.

Pourtant, Chirac et les principaux dirigeants de la droite avaient annoncé la couleur, et pas seulement par la bouche de Sarkozy. Ils avaient bien laissé entendre qu'ils ne se sentiraient nullement engagés par ce ralliement. Et pourquoi l'auraient-ils été ? Puisque les partis de la gauche dite plurielle avaient capitulé, en rase campagne et sans condition.

Stéphane HENIN

## CHEVÈNEMENT ET SON PANACHE BLEU-BLANC-ROUGE

Chevènement a annoncé 400 candidats pour les élections législatives de juin, du moins si la plupart n'ont pas déserté d'ici là.

Chevènement qui, avec son Pôle républicain, avait pris des grands airs pour parler de la République, essayant de récupérer une partie des électeurs de gauche sans boudier des soutiens du côté de Pasqua et autres adeptes de la « souveraineté nationale », a annoncé qu'il continuerait son cavalier seul aux législatives, refusant la main électorale tendue par le PS. « *Peu importe d'où nous venons. Ce qui importe, c'est où nous allons* », avait-il déclaré. Mais même la destination s'est avérée trop incertaine.

Le soir même du deuxième tour, l'ancien ministre de l'Intérieur de Jospin avait redécouvert le PS, avec qui il s'était dit prêt à discuter « *pour trouver*

*une formule d'accord qui sera d'autant plus large que nous serons d'accord sur le fond* ». Le fond en question consistait en ce que le PS soutienne vingt candidats du Mouvement des Citoyens en échange d'un soutien à 60 candidatures du PS. Le marchandage n'a pas abouti, deux députés n'ont pas entraîné pour abandonner le Mouvement des Citoyens et nombre de supporters annoncent qu'ils vont tenter leur chance ailleurs, en particulier ceux issus de la droite liée à Pasqua, qui doivent ressentir que la mangeoire la mieux remplie se trouve de ce côté.

Tout ce petit monde se gargarise de grands mots comme la « République » et la « souveraineté nationale » et montre qu'il a surtout en commun son extrême sensibilité à chercher des pla-

A. R.



# Dimanche 19 mai vive la FÊTE de Lutte Ouvrière à Presles (Val-d'Oise)

**Bienvenue** à la fête de Lutte Ouvrière, à tous ceux qui viennent pour la première fois comme à tous ceux pour lesquels elle représente un rendez-vous désormais traditionnel de fraternité et de détente.

Cette année, le calendrier électoral mobilisant les énergies de nos militants et sympathisants et nous obligeant à réduire le temps consacré à sa préparation, la fête de Lutte Ouvrière ne se déroulera que sur une seule journée, le dimanche 19 mai, de 10 h à 23 h. Elle sera néanmoins cette année encore un grand rassemblement poli-

défendre les intérêts du monde du travail, de se retrouver et de discuter de la politique à mener.

Cette politique ne peut être celle que proposent le PS et ses alliés qui, non contents d'avoir mené

ments, face à la politique anti-ouvrière que Chirac et son gouvernement s'apprêtent à mettre en place, la fête de Lutte Ouvrière sera l'occasion d'affirmer la nécessité d'une lutte

débats y tiennent une grande place, la fête de Lutte Ouvrière est également un grand rassemblement populaire avec un programme artistique de



tique. Quinze jours après la réélection de Chirac et à trois semaines des élections législatives, elle sera l'occasion pour ceux qui se situent dans le camp des travailleurs et veulent

durant cinq ans une politique au service du patronat qui a aggravé le sort des classes populaires, ont conduit les électeurs de gauche dans une impasse et à plébisciter Chirac.

Quant au combat contre Le Pen, il est indissociable d'une lutte contre le chômage et la misère. Plus que jamais, face aux patrons qui multiplient les licenciements,

d'ensemble pour inverser le rapport de force entre le patronat et les travailleurs.

La fête sera aussi l'occasion de rencontrer des hommes et des femmes qui chaque jour, dans leur milieu et dans leur entreprise, défendent une certaine idée du communisme car il constitue le seul avenir digne de ce nom pour l'humanité.

Mais si les idées et les

qualité, deux cinémas permanents, un chapiteau scientifique, des spectacles audio-visuels, des expositions, des jeux et bien sûr des restaurants.

Bref, vous pourrez vous y distraire, en profitant d'un agréable cadre de verdure et d'une ambiance chaleureuse.

En attendant, place au spectacle et place à la fête !

## **Cette année,**

la fête se déroulera sur une seule journée, le dimanche 19 mai. Elle restera ouverte de 10 h à 23 h.

## **Carte d'entrée**

La carte d'entrée coûte 10 euros et donne accès au spectacle artistique, aux cinémas, aux expositions ainsi qu'aux spectacles audiovisuels. L'entrée est gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.



La fête de Lutte Ouvrière, c'est aussi bien sûr l'occasion de rencontrer nos militants, de discuter directement avec eux.

Chacun de nos stands est tenu par des camarades et cela peut être l'occasion de rencontrer ceux de telle ou telle région, de telle ou telle ville.

Et puis, Lutte Ouvrière a besoin de l'aide de tous ceux qui se sentent prêts à défendre nos idées, particulièrement en cette période. Alors vous pourrez laisser vos coordonnées dans les stands « Renseignements » des différentes zones de la fête. Le contact sera établi !

- Vous pourrez vous régaler de brochettes d'agneau, de taboulé-salades, de fromages, de pâtisseries, de glaces, de paëlla, de sandwiches tunisiens, de cuisses de poulets rôtis, de merguez et de soupe aux choux.

- Vous pourrez déguster des brochettes de bœuf, du taboulé-salades, des fromages, des feuilles de vignes farcies, du thé à la menthe et à la pomme, des pâtisseries orientales, des glaces et du poulet rôti.

- Vous apprécierez un plat indien, du champagne (mais oui !), des gâteaux, du jambon du Morvan et des steacks hachés.

- Vous savourerez des andouillettes, des gâteaux, du saumon à la crème, des crèmes brûlées, des glaces et des steacks hachés.

- Vous aimerez la barbe à papa, les salades, le poulet rôti, les tortillas, les jambons et fromages, les glaces et les crêpes.

- Vous serez conquis par le mafé, la truffade, les poulets grillés, le chocolat, les fromages d'Auvergne, les fruits, le thé et gâteaux et les glaces.

C'est aussi dans ce restaurant que se trouve le stand tabac

- Vous mangerez avec plaisir des gaufres, des steacks hachés, des confits, des boulettes, des fromages et des glaces.

- Vous ne pourrez résister à la choucroute, aux gâteaux et au chorizo.

# LE PLAN DE LA FÊTE

l'occasion de rencontrer nos

des et cela peut être l'occa-  
de telle ou telle ville.

us ceux qui se sentent prêts à  
période. Alors vous pourrez  
signements » des différentes

gneau, de  
e glaces, de  
boulets rôtis, de

uf, du  
vignes farcies, du  
orientales, des

## Attention CARTES BLEUES

Ni dans la fête, ni dans le vil-  
lage de Presles, il n'y a de distri-  
buteur carte bleue.

Pour avoir du liquide, il faut  
donc prendre ses précautions  
AVANT de venir.

DANS CHAQUE RESTAURANT VOUS  
TROUVEREZ UN STAND RENSEIGNEMENTS,  
UNE BUVETTE, DES STANDS DE NOURRITURE,  
DES JEUX ET DES ANIMATIONS.

## Chienne de fête

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau, et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses. Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près... Et puis, pour que la fête reste la fête, les pitt-bulls et autres chiens d'attaque, même muselés, ne peuvent être admis dans l'enceinte de la fête.

## NON À LA DROGUE

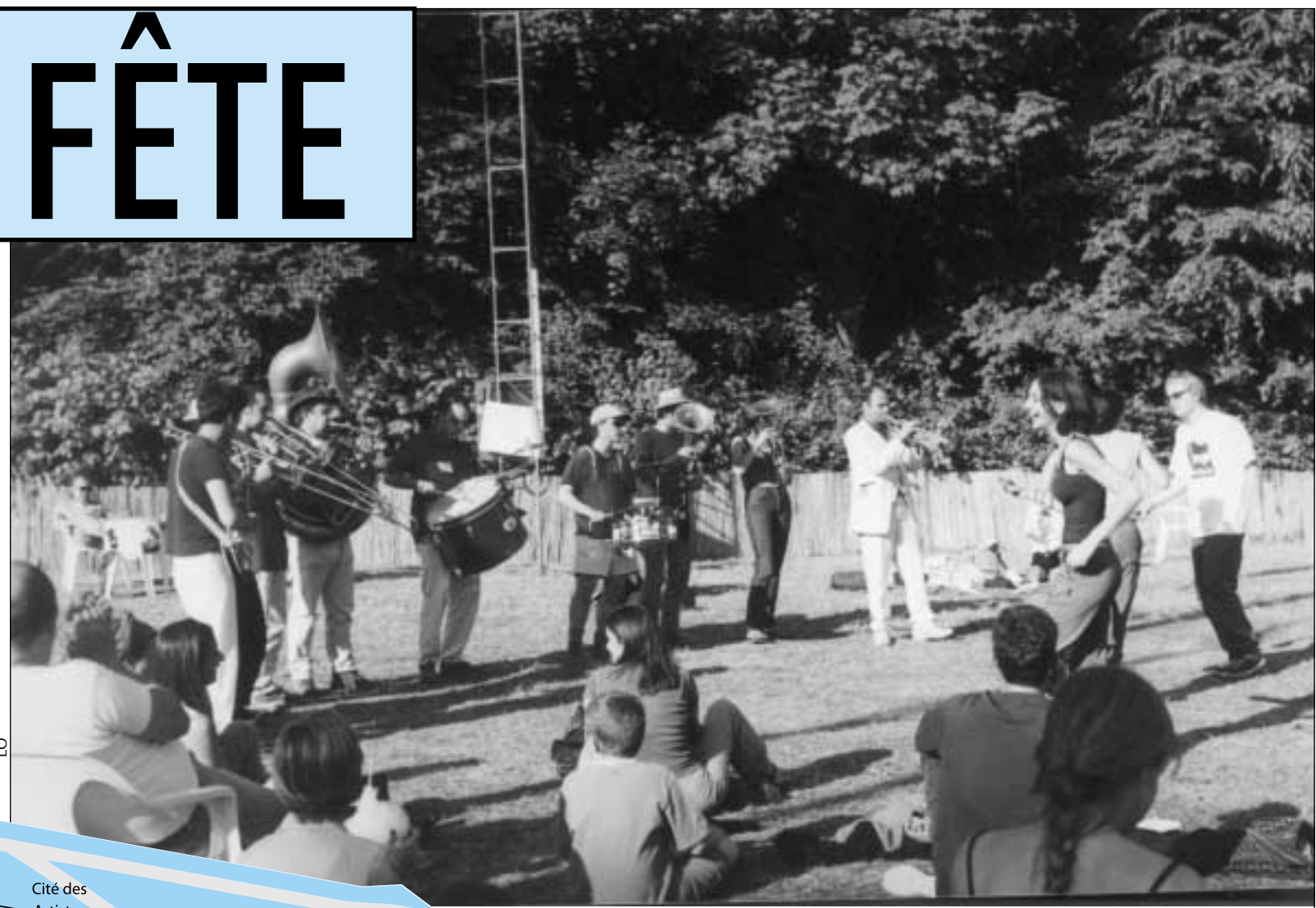
Notre fête est un petit paradis, alors point n'est besoin d'en rechercher d'autres... artificiels. Nous le disons tout net : la consommation de drogue est prohibée à la fête, ainsi que son commerce.

## Sortie provisoire

Lorsque vous entrez dans la fête, votre carte est ramassée par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet, pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

DANS CHAQUE RESTAURANT VOUS  
TROUVEREZ UN STAND RENSEIGNEMENTS,  
UNE BUVETTE, DES STANDS DE NOURRITURE,  
DES JEUX ET DES ANIMATIONS.



*Deux montages vidéo  
seront projetés en  
alternance au stand  
audiovisuel :*

réalisé par Philippe AULIAC, et produit par KA2 Productions. Ce montage présente LUTTE OUVRIERE à partir d'interviews de militants de notre organisation, dont Pierre Bois et Arlette Laguiller, interviews enregistrées pendant la fête de 1990. Le titre de ce montage fait référence à une chanson de John Lennon.

**Séances** : 10 h, 11 h 30, 13 h, 14 h 30, 17 h, 18 h 30, 20 h, 21 h 30.

montage réalisé par Lutte Ouvrière, qui retrace le parcours politique de Mitterrand.

**Séances** : 10 h 30, 12 h, 13 h 30, 16 h, 17 h 30, 19 h, 20 h 30, 22 h

Lorsque vous entrez dans la fête, votre carte est ramassée par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet, pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau, et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses. Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près... Et puis, pour que la fête reste la fête, les pitt-bulls et autres chiens d'attaque, même muselés, ne peuvent être admis dans l'enceinte de la fête.

Notre fête est un petit paradis, alors point n'est besoin d'en rechercher d'autres... artificiels. Nous le disons tout net : la consommation de drogue est prohibée à la fête, ainsi que son commerce.



# AU PROGRAMME

## Au Grand Podium

14 h : Michel Bülher

*"Voisins..." spectacle de chansons tendres et révoltées avec Olivier Forel (accordéon) et Laurent POGET (guitare)*

16 h : **BERNARD LAVILLIERS**

*Nouveau tour de chant*

21 h : **SANSEVERINO**

*Chansons swing manouche*

## Place de la Révolution sociale

18 h 30 « LA CROSSE EN L'AIR » de Jacques Prévert  
par la **Compagnie JOLIE MÔME**

## Au Théâtre de Verduze

11 h 30 KARLI Groupe autrichien new rock

13 h 30 CABARET BRECHT/WEILL chanté par Hélène HALBIN avec Philippe BORECEK (accordéon)

16 h 00 MONSIEUR JACQUET Jazz style Django Reinhardt

18 h 30 LES BLEUS DE TRAVAIL  
dans « Sous les pavés, les Bleus » une comédie circo-burlesque

20h30 MIDNIGHT JOKERS Standards rock des années 70

Et vous croiserez dans les allées de la Fête :

JACQUES THIERRÉE Chansons à l'orgue de Barbarie

RETRO JAZZ BAND Fanfare Nouvelle-Orléans  
CUBI LIBRE Chants de lutte

Aux environs de 18 h 00 : Jean-Michel KRIVINE accompagné par Christian BASSOUL donnera le rythme et fera chanter les chants révolutionnaires.

## CINÉMAS

Cette année, trois films au programme

### No man's land

de Danis Tanovic, 1 h 40, version originale. Ce film traite de la guerre en ex-Yougoslavie et critique aussi bien le nationalisme que le rôle honteux de l'ONU dans ce conflit.

### The Navigators

de Ken Loach, 1 h 36, version originale. Où l'on voit les ravages de la privatisation des chemins de fer anglais sur les conditions de travail des cheminots. Un exemple à ne surtout pas suivre...

### Shrek

d'Andrew Adamson, 1 h 30, version française. Un film d'animation qui parodie les contes de fées. Pour les petits et les grands !

Ciné 1		Ciné 2	
11 h	The Navigators	10 h 45	No man's land
13 h	Shrek	12 h 45	No man's land
15 h 45	The Navigators	16 h	Shrek
17 h 45	The Navigators	17 h 45	No man's land
19 h 45	The Navigators	19 h 30	Shrek
21 h 30	Shrek	21 h 15	No man's land

Comme chaque année, le cinéma est gratuit, mais le nombre de places par salle est limité. Il faudra donc se procurer un billet d'entrée au stand Entr'acte situé en face des cinémas. La distribution des billets commence 15 minutes avant chaque séance. Bon(s) film(s) !

Rappel : *No man's land* et *The Navigators* sont en version originale sous-titrée en français, *Shrek* est en version française.

## Sous le chapiteau scientifique

### Des expositions

- Histoire de la médecine : de la magie vers la science
- Plantes alimentaires et histoire des sociétés
- Quelle insécurité alimentaire ?
- Les origines de l'homme : de l'Afrique à l'Europe
- La Bible et ses mythes
- Cellules souches et clonage thérapeutique

### Des jeux sur ordinateur pour vous tester après les expositions

### Le planétarium, avec visites commentées du ciel

### Un atelier d'écriture cunéiforme

### Des vidéos scientifiques

### Des débats sur des sujets scientifiques

11h30-13h : Laurent VAVASSEUR, démonstrateur au Musée des Arts et Métiers : « La mesure du temps au cours des temps — du cadran solaire à l'horloge atomique — et son rôle dans les activités humaines ».

13h-15h : Raphaël HAUMONT, du laboratoire Struc-

res, propriétés et modélisation des solides de l'Ecole centrale, collègue d'Hervé THIS : « Cuisine, physique et chimie (la suite) ». Démonstrations (retransmises en vidéo sur écran) sur : le pain visco-élastique ou chewing-gum de gluten, la mayonnaise sans jaune, le thé à la gélatine, le monde des gels culinaires, le croquant des aliments.

15h45-17h : Léonard GINZBURG, paléontologue, professeur honoraire au Muséum national d'histoire naturelle : « Les premiers moments de la vie sur la Terre ».

17h-18h30 : Violaine SAUTTER, chercheur CNRS en minéralogie des structures profondes de la Terre et des météorites, au Muséum national d'histoire naturelle : « Les faces cachées du diamant, messenger des profondeurs de la Terre et ambassadeur des étoiles ».

18h30-20h : Jean-Paul KRIVINE, de l'Association française pour l'information scientifique : « L'attitude des scientifiques, et plus généralement des rationalistes, face aux fausses sciences et aux médecines parallèles ».

20h-21h30 : Marc PESCHANSKI, chercheur INSERM : « Cellules-souches et clonage : des superstitions, des politiciens et de la science ».

Et une cafétéria pour vous détendre

## Pour vous rendre à la fête

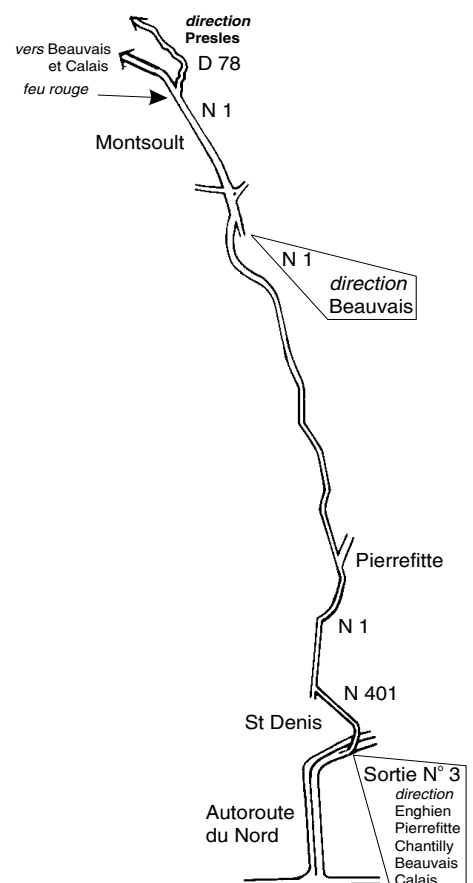
Navettes d'autocars gratuits entre la Porte de La Chapelle à Paris et l'entrée de la fête. Départs toutes les 20 minutes, de 9 heures 15 à 22 heures.

Trains payants de la Gare du Nord (direction Persan-Beaumont par Montsoult-Maffliers) à la gare de Presles, située à 900 mètres de la fête.

En voiture, prendre l'autoroute A 1 à partir de Paris-Porte de La Chapelle, puis la N 1 en direction de Pierrefitte et Beauvais jusqu'à Presles.

ATTENTION, la circulation est difficile dans Presles. Le stationnement unilatéral est impératif, même le dimanche, les autorités pouvant faire procéder à l'enlèvement du véhicule.

## FÊTE



PARIS - Porte de la Chapelle

Insécurité

# DÉMAGOGIE SÉCURITAIRE ET PROBLÈMES RÉELS

**La droite comme la gauche ayant fait de l'insécurité le thème dominant de la campagne électorale, le nouveau ministre de l'Intérieur Sarkozy, à peine nommé, s'est livré à une mise en scène censée l'installer dans son nouveau rôle de « ministre de la Sécurité intérieure ».**

Celle-ci a consisté en une tournée de nuit, d'abord au commissariat de Saint-Ouen où il a constaté le délabrement des locaux, puis à Bobigny, où il a promis aux fonctionnaires de police de la direction départementale de « faire le maximum »... pour que la hiérarchie soutienne ses troupes et affiche une « volonté de leur donner des moyens ». Il a aussi sillonné trois cités de Seine-St-Denis où il a essuyé quelques huées et croisé une voiture qui brûlait, rassuré les gendarmes sur le maintien de leur statut de militaire. Enfin, après avoir assisté à une opération menée dans le 17ème arrondissement contre la prostitution, il est allé se coucher.

Selon Sarkozy, « la sécurité intérieure, c'est la gendarmerie et la police ». Ce qui ne l'avait pas empêché, dans un entretien sur France Inter avant le premier tour, de se montrer réticent à annoncer des créations de nouveaux postes de policiers. Restrictions budgétaires obligent, il se méfiait déjà de promesses que le ministre des Finances l'empêcherait de tenir.

Il est vrai, bien sûr, qu'indépendamment de la démagogie des politiciens, un sentiment d'insécurité a grandi au cours des dernières années, empoisonnant la vie d'une partie des classes populaires. Mais c'est le produit d'une évolution où l'on a vu l'ensemble des conditions d'existence des classes laborieuses se dégrader.

En région parisienne, par exemple, toute une partie des

travailleurs qui, il y a encore cinquante ans, habitaient une ville comme Paris, ont été chassés de la capitale pour laisser la place à des bureaux. Ils se sont retrouvés dans les logements sociaux construits par la ville de Paris dans différentes villes de banlieue. Mais ces logements sociaux ont souvent été délaissés. Au mieux, ils ont connu une réhabilitation de façade. Là où il aurait fallu une politique ferme de construction de logements décents, on a préféré les bavardages sur la « politique de la ville ».

Ensuite, avec la croissance du chômage, bien des habitants des banlieues, jusqu'à un sur deux dans certaines cités, se sont retrouvés sans travail. Quant aux emplois créés, ce sont plus souvent des emplois précaires dont les salaires permettent à peine de survivre.

La précarité de l'emploi, la faiblesse des salaires perçus, à son tour, ont contribué à discréditer les parents aux yeux de leurs enfants, qui n'ont nulle envie de les imiter. Beaucoup ont ainsi perdu le minimum d'autorité nécessaire pour empêcher leurs enfants de mal tourner, ce qui n'empêche pas les politiciens les plus démagogues de pointer du doigt à l'occasion l'« irresponsabilité » des parents.

La politique de restrictions budgétaires de l'Etat a entraîné à son tour une dégradation des services publics : transports en commun insuffisants, manque d'effectifs dans les bureaux de poste comme dans les établissements scolaires, et quasi dis-

parition de la présence de policiers dans les quartiers populaires, ont ajouté leur pierre à la dégradation générale.

Et on pourrait ajouter à tout cela, le recul de la présence des militants et des organisations ouvrières qui développaient des sentiments de solidarité et entretenaient une certaine fierté d'appartenir au monde du travail, ce qui a aujourd'hui largement disparu.

Alors, si l'on voulait vraiment s'attaquer au problème à la base, il faudrait commencer par se donner les moyens

les services publics, qui en ont bien besoin, et pourquoi pas, en recrutant les chauffeurs de bus ou les postiers parmi les habitants des cités.

Quant aux tâches de police indispensables à la vie en collectivité, elles devraient être assurées par des personnes suffisamment proches des habitants du quartier où elles sont affectées pour pouvoir ainsi désamorcer bien des conflits. Ce serait bien préférable à ces patrouilles policières qui, faute d'assurer une présence réelle, en viennent immédiatement à

gouvernement de droite, ni d'ailleurs celui qu'indique la gauche. Les mesures que se propose le gouvernement Raffarin sont destinées à satisfaire la fraction de l'électorat de droite ou d'extrême droite qui rêve du « tout sécuritaire », mais pas à agir en profondeur sur les causes réelles de l'insécurité. Car cela demanderait une mobilisation, budgétaire et humaine, que les gouvernants réservent en général à la satisfaction des classes possédantes, et pas des classes populaires.

En attendant, la démagogie sécuritaire des partis de gouvernement se développe donc, jusqu'à l'insupportable. Les formules à l'emporte-pièce comme « tolérance zéro », le « tout répressif » ou le « tout sécuritaire » ne sont que mots creux destinés à masquer leur absence de volonté d'améliorer en quoi que ce soit les conditions de vie de la population.

Et il en est de l'insécurité comme de tous les maux dont souffre celle-ci. Pour obliger les gouvernants à prendre en compte les aspirations de la population, il faudrait aussi que le malaise s'exprime autrement que, au moment des élections, par des votes honteux en faveur de Le Pen, mais par une prise de conscience réelle. Ce domaine de la sécurité ne peut être séparé des autres problèmes qui touchent aux conditions de vie des classes populaires. C'est l'ensemble d'une évolution sociale qu'il faut inverser, en créant un autre rapport de force et en imposant aux possédants les exigences de la population en matière de salaires, d'emploi et de conditions de vie en général.

Jacques FONTENOY.



Sarkozy en démonstration.

d'intégrer la jeunesse des banlieues, en ne négligeant aucun moyen matériel et humain pour former, éduquer tous les jeunes des quartiers défavorisés, pour effacer leur sentiment actuel d'être les « laissés-pour-compte » de la société. Cela exigerait de créer de très nombreux postes d'éducateurs, d'enseignants et même de mobiliser les bonnes volontés de bénévoles, habitants du quartier connaissant peu ou prou les jeunes.

Et bien sûr, il faudrait s'assurer ensuite que ces jeunes trouvent un emploi. L'Etat devrait en créer d'abord dans

des interventions musclées quand la tension monte.

Eduquer, assurer l'intégration de la jeunesse, développer les services publics, créer des emplois réels, inverser la marche de la dégradation sociale à laquelle on assiste, tout cela pourrait être fait avec l'appui et la collaboration de la population. Mais évidemment, même si cela était fait, même avec un effort soutenu sur une longue période, il faudrait du temps pour remonter la pente de la dégradation sociale de ces dernières années.

Evidemment, ce n'est pas le chemin que prend le nouveau

## Éducation nationale

# OÙ L'ON APPREND ENFIN D'OÙ VENAIT LA GRAISSE DU MAMMOUTH...

Le corps d'inspection de l'Académie de Paris, créé en 1914 et alors fort de 12 postes, vient de voir arriver cinq nouveaux promus.

Il s'agit de : Daniel Assouline, ex-professeur certifié et surtout ex-conseiller puis ex-directeur de cabinet de Jean-Luc Mélenchon,

l'ex-ministre d'Allègre délégué à l'enseignement professionnel ; Nicole Baldet, ex-chef du secrétariat particulier de Lionel Jospin à Matignon ; Christophe Borgel, ex-président de l'UNEF-ID, ex-conseiller technique au cabinet de Claude Allègre puis de Jack Lang ; Christophe Degruelle, ex-chef de cabinet de Jack Lang ; Claude Roiron, ex-professeur certifiée, ex-attachée parlementaire et conseillère technique d'Allègre et de Lang.

Tous ces gens-là, ainsi reclassés après la fin du gouvernement Jospin, arrivent à

des postes qui ne sont soumis à aucune procédure de recrutement, mais qui sont rémunérés, à vie, entre 2520 et 3560 euros, hors primes, et peut-être correspondront un jour à une mission effective pour le ministère de l'Éducation Nationale.

Si c'est alors le cas, cela ne les gênera certainement pas de défendre telle ou telle mesure d'économies auprès de centaines de milliers d'enseignants. Tout comme cela ne les gêne sûrement pas d'avoir repris à pleins poumons à l'époque les déclarations d'Allègre sur le « dégraissage » alors néces-

saire du « mammoth Éducation Nationale ».

Le procédé n'est pas une nouveauté : ils rejoignent dans ce prétendu corps d'inspection une ex-« Juppette », Françoise Hostalier, éphémère secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire de l'ex-ministre Bayrou. Eux qui n'ont même pas essayé de faire voter une loi interdisant les licenciements par leur ex-gouvernement dit de gauche, s'arrangent sans problèmes avec les règles du jeu en ce qui concerne le leur.

N. M.



# LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

16 mai

Belley (Ain)  
Bollwiller (Haut-Rhin)  
Chantepie (Ille-et-Vilaine)  
Condat-sur-Vienne (Haute-Vienne)  
Epinay-sur-Seine (Seine-St-Denis)  
Guipry (Ille-et-Vilaine)  
Kingersheim (Haut-Rhin)  
Landser (Haut-Rhin)  
Montvillers (Seine-Maritime)  
Ohain (Nord)  
Paris 11<sup>e</sup>  
Pierre-Bénite (Rhône)  
Saint-Laurent-du-Pont (Isère)  
Saint-Quentin-Fallavier (Rhône)  
Treignac (Corrèze)

17 mai

Abbeville (Somme)  
Alençon (Orne)  
Bourg-en-Bresse (Ain)  
Buxerolles (Vienne)  
Buxières-les-Mines (Allier)  
Cancale (Ille-et-Vilaine)  
Corbigny (Nièvre)  
Crest (Drôme)  
Ivry (Val-de-Marne)  
La Couronne (Charente)

Honfleur (Calvados)  
Ligugé (Vienne)  
Munster (Haut-Rhin)  
Privas (Ardèche)  
Rilleux-la-Pape (Rhône)  
Saint-Vaury (Creuse)  
Thuré (Vienne)  
Wittelsheim (Haut-Rhin)

23 mai

Blaye (Gironde)  
Burnhaupt-le-Bas (Haut-Rhin)  
Champigny (Val-de-Marne)  
Clichy-sous-Bois (Seine-St-Denis)  
Gonfreville-L’Orcher (Seine-Maritime)  
Gourin (Morbihan)  
Honfleur (Calvados)  
Ile-Saint-Denis (Seine-St-Denis)  
Jouy-le-Moutier (Val-d’Oise)  
La Gacilly (Morbihan)  
Liffré (Ille-et-Vilaine)  
Loudun (Vienne)  
Maure-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)  
Mulhouse (Haut-Rhin)  
Neuville-de-Poitou (Vienne)  
Oullins (Rhône)  
Pouancé (Maine-et-Loire)

(Haute-Vienne)

25 mai

Arras (Pas-de-Calais)  
Cenon-sur-Vienne (Vienne)  
Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne)  
Château-Chinon (Nièvre)  
Eymoutiers (Haute-Vienne)  
Gauchy (Aisne)  
Granvilliers (Oise)  
Iteuil (Vienne)  
La Charité-sur-Loire (Nièvre)  
Les Mureaux (Yvelines)  
Loudéac (Côtes-d’Armor)  
Luzy (Nièvre)  
Mézidon-Canon (Calvados)  
Pouilly-sur-Loire (Nièvre)  
Rouffach (Haut-Rhin)  
Saint-Etienne (Loire)

26 mai

Ploemeur (Morbihan)

27 mai

Bruz (Ille-et-Vilaine)  
Bully-les-Mines (Pas-de-Calais)  
Cergy-Les Limandes (Val-d’Oise)  
Collégien (Seine-et-Marne)  
Epinay-sous-Sénart (Essonne)  
Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)  
Lille-Sud (Nord)  
Mayenne (Mayenne)  
Miribel (Ain)  
Romans (Drôme)  
Segré (Maine-et-Loire)  
Vern (Ille-et-Vilaine)  
Vire (Calvados)

28 mai

Aubenas (Ardèche)  
Aubervilliers (Seine-St-Denis)  
Blanquefort (Gironde)  
Carentan (Manche)  
Château-la-Vallière (Indre-et-Loire)  
Combourg (Ille-et-Vilaine)  
Fessenheim (Haut-Rhin)  
La Machine (Nièvre)  
Mulhouse (Haut-Rhin)  
Paimpol (Côtes-d’Armor)  
Ploemeur (Morbihan)  
Saint-Martin-d’Auxigny (Cher)  
Vitré (Ille-et-Vilaine)

29 mai

Issenheim (Haut-Rhin)  
Janzé (Ille-et-Vilaine)  
Maîche (Doubs)  
Matignon (Côtes-d’Armor)  
Mons-en-Barœul (Nord)  
Pontarlier (Doubs)  
Pontivy (Morbihan)  
Saint-Pierre-sur-Dives (Calva-dos)  
Vannes (Morbihan)  
Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne)

30 mai

Cambrai (Nord)  
Cognac (Charente)  
Crevin (Ille-et-Vilaine)  
Dinan (Côtes-d’Armor)  
Fougères (Ille-et-Vilaine)  
Josselin (Morbihan)  
Lannion (Côtes-d’Armor)  
Lapoutroie (Haut-Rhin)  
Laval-St Nicolas (Mayenne)  
Mulhouse (Haut-Rhin)  
Soultz (Haut-Rhin)  
Tinténia (Ille-et-Vilaine)

31 mai

# Échos des entreprises

## À LA POSTE

### ● IL FAUT PARLER CLAIR

Finalement, la direction départementale a revu sa copie sur le paiement des plis électoraux : pour le 1<sup>er</sup> tour, ce sera payé 1 heure pour 85 plis au lieu de 1 heure pour 110 plis. Ainsi, chacun y gagnera un peu.

On a su trouver les arguments pour convaincre la direction : à la Recette Principale, une pétition avait été portée en délégation et certains parlaient de faire grève pour le 2<sup>e</sup> tour. Et dans de nombreux autres bureaux, des collègues avaient eux aussi réagi.

Quand on parle comme il faut, on se fait mieux comprendre.

### ● PRIVATISATION RAMPANTE

En juin, La Poste va commencer à vendre des immeubles avec l’objectif d’en tirer 100 millions d’euros.

Ces immeubles, c’est le patrimoine que La Poste a accumulé durant des décennies grâce à l’argent des timbres et du travail des postiers.

Mais à quoi vont servir les millions d’euros de ces ventes ? On sait bien que les dirigeants de La Poste veulent multiplier les acquisitions pour soi-disant renforcer le groupe. Pour cela, ils n’hésitent pas à organiser une véritable braderie du service public.

(Echos du bulletin Lutte Ouvrière - Hôtel des Postes - Lyon)

## DANS LES HÔPITAUX

### ● SERVICES DÉJÀ EN HEURE D’ÉTÉ

Serions-nous déjà en période de vacances ? En tout cas, on n’est pas encore en congés que des lits sont périodiquement fermés, faute de personnel, comme en Cardiologie il y a quinze jours, ou en ce moment en Orthopédie, en Hématologie et en Cancérologie.

Parce que les gouvernements depuis une dizaine d’années n’ont pas formé d’infirmières en nombre, n’ont pas voulu embaucher, l’hôpital – pourtant service public – ne peut pas accueillir tous les malades.

Bientôt, les patients devront venir à l’hôpital avec leur linge, leurs médicaments... et leurs soignants ?

### ● LES BONS COMPTES FONT...

A Saint-Antoine, les 35 heures ne seront appliquées dans les services qui le peuvent qu’à partir du 21 mai.

D’autre part, les textes réglementaires pour la présence au travail n’existant pas encore, ce sont donc les anciens qui restent en vigueur.

Cela n’empêche pas certains cadres de faire leur règlement à eux, évidemment défavorable au personnel pour la récupération en RS des jours férié, entre autres. Tout cela serait, paraît-il, mis sur des comptes provisoires.

Nous, ce que nous voulons, ce ne sont pas des comptes provisoires, mais que l’on nous rende des comptes et que l’on nous donne notre dû.

(Echos du bulletin Lutte Ouvrière - Hôpital Saint-Antoine - Paris)

### ● AUGMENTER LES SALAIRES

La paie d’avril est meilleure que d’habitude grâce au versement de la prime, du moins pour ceux qui peuvent en bénéficier.

En effet, les contractuels, qui font pourtant le même travail, ne touchent pas la prime, et pour ceux qui ont eu des arrêts, elle est réduite.

Vu le peu d’augmentation de salaire depuis plusieurs années, c’est tous les mois que l’on devrait avoir cette même paie, et pour tout le monde.

### ● SCANDALEUX

Actuellement, 13 lits de Neurologie sont fermés faute de médecins.

Depuis des années, le nombre d’étudiants en médecine et dans le secteur paramédical est insuffisant.

Les pouvoirs publics le savent bien mais, en diminuant le nombre de soignants, ils cherchaient à réduire les dépenses de santé, comme si c’était les soignants qui rendaient les gens malades.

On voit aujourd’hui ce que donne cette politique criminelle menée par les gouvernements successifs depuis trente ans !

(Echos du bulletin Lutte Ouvrière - Hôpital Pontchaillou -Rennes)



La Teste-de-Buch (Gironde)  
Libourne (Gironde)  
Pinon (Aisne)  
Pornichet (Loire-Atlantique)  
Ressons-sur-Matz (Oise)  
Voreppe (Isère)

18 mai

Angoulême (Charente)  
Chaillac (Indre)  
Civray (Vienne)  
Clamecy (Nièvre)  
Die (Drôme)  
Horbouurg-Wihr (Haut-Rhin)  
La Bassée (Nord)  
Prissac (Indre)  
Revel (Haute-Garonne)  
Saint-Benoît (Vienne)  
Urzy (Nièvre)

21 mai

Migné-Auxances (Vienne)  
Pulversheim (Haut-Rhin)  
Thouard (Deux-Sèvres)  
Tours (Indre-et-Loire)  
Villers-le-Lac (Doubs)

22 mai

Altkirch (Haut-Rhin)  
Avesnes-sur-Helpe (Nord)  
Beaurepaire (Isère)  
Bélâbre (Indre)  
Béthune (Pas-de-Calais)  
Bléré (Indre-et-Loire)  
Bourgueil (Indre-et-Loire)  
Herbault (Loir-et-Cher)

Sainte-Maure (Indre-et-Loire)  
Saint-Meen-le-Grand (Ille-et-Vilaine)  
Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)  
Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre)  
Tulle (Corrèze)

24 mai

Ambérieu-en-Bugey (Ain)  
Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire)  
Châteauneuf-la-Forêt (Haute-Vienne)  
Chaulgnes (Nièvre)  
Décines (Rhône)  
Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)  
Fontaines-sur-Saône (Rhône)  
Huningue (Haut-Rhin)  
Isle-d Espagnac (Charente)  
La Chapelle-Saint-Luc (Aube)  
Lomme (Nord)  
Masevaux (Haut-Rhin)  
Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine)  
Ploumagoar (Côtes-d’Armor)  
Pontcarré (Seine-et-Marne)  
Retiers (Ille-et-Vilaine)  
Ribecourt (Oise)  
Saint-Lô (Manche)  
Saint-Maurice-l’Exil (Isère)  
Saint-Pantaleon-de-Larche (Corrèze)  
Saint-Yrieix-la-Perche

## Attentat de Karachi

**Onze salariés de la DCN (Direction des constructions navales) de Cherbourg, et de Brest, ont donc perdu la vie, et plusieurs ont été blessés, dans l'attentat de Karachi, au Pakistan, perpétré contre un bus qui les transportait de leur hôtel à leur lieu de travail. L'émotion a été très forte à Cherbourg, où beaucoup connaissent quelqu'un qui était ou était allé travailler au Pakistan.**

Mais au-delà de la méthode terroriste, évidemment exécrable puisqu'elle frappe indistinctement, notamment des civils, il est important de pointer les autres responsables. Ces camarades de travail étaient envoyés au Pakistan pour aider la marine de ce pays à fabriquer un sous-marin, dans le cadre d'un contrat avec la marine française. Cela fait longtemps que des salariés, ouvriers et cadres, sont sollicités pour effectuer des missions dans ce pays de dictature. Avant les attentats du 11 septembre déjà, les risques étaient importants, puisqu'ils étaient encadrés par des militaires en armes dans tous leurs déplacements.

La direction de la DCN a effectué de fortes pressions pour que des travailleurs aillent au Pakistan. Elle a laissé entendre que, probablement, ceux qui acceptaient d'aller travailler à Karachi ne verraient pas leurs postes supprimés. Dans le contexte des restructurations actuelles des arsenaux, c'était un chantage à l'emploi. Malgré cela, de nombreux travailleurs avaient refusé d'obtempérer, en raison notamment des risques encourus.

Après le 11 septembre, les travailleurs en déplacement avaient été rapatriés car tout le monde savait que la situation était explosive au Pakistan. Puis, on a appris quelque temps après, avec stupeur, que la direction avait renvoyé certains camarades à Karachi. Les syndicats et tous les ouvriers conscients s'étaient opposés à ces départs en raison des dangers évidents, et mettaient en garde la direction sur sa responsabilité en cas de problème. Celle-ci était donc, contrairement à ce qu'elle a osé déclarer, parfaitement consciente

des risques qu'elle prenait avec la peau des ouvriers. D'ailleurs, d'autres attentats ont eu lieu, en particulier contre un temple protestant dans lequel la femme de l'ambassadeur américain a perdu la vie. Mais la direction a privilégié ses intérêts économiques et c'est en connaissance de cause qu'elle a envoyé les ouvriers risquer leur peau.

La presse a relevé que ces contrats étaient déficitaires. En fait, l'État français fournit à perte ses sous-marins, ce qui permet ensuite aux entreprises

de l'armement de vendre avec profit le matériel militaire qui va avec. C'est le système bien connu des vases communicants, de nos poches à celles des trusts de l'industrie de l'armement.

Enfin, si la population était nombreuse à assister aux cérémonies officielles en signe de solidarité avec les familles de nos camarades, les responsabilités de la direction et de l'État n'étaient pas pour autant oubliées : elles ont été soulignées par les organisations syndicales lors du rassemble-

ment dans l'arsenal précédant les cérémonies officielles.

Et le déplacement de toutes les « huiles », président de la République en tête, ne peut faire oublier non plus leur implication dans ce drame. Car, en plus de cette collaboration militaire, et aucunement humanitaire, entre les deux États, l'armée française est fortement engagée dans des opérations militaires en Afghanistan.

Correspondant LO

## ● Arsenal de Cherbourg : MORTS POUR QUOI ?

## ● LA FRANCE TRAFIQUANT D'ARMES

Onze morts, des dizaines de blessés, victimes de l'attentat de Karachi du 8 mai, rappellent la façon dont l'État français se situe dans le peloton de tête des marchands d'armes de la planète. Dans ce commerce, de tout temps, les gouvernants n'ont jamais été très regardants sur les clients puisque le Pakistan, auquel était destiné le sous-marin sur lequel travail-

laient les salariés de l'arsenal de Cherbourg, est une dictature. Ce pays se situe même au troisième rang des pays avec lesquels la France, entre 1991 et 2000, a passé en moyenne le plus de contrats, pour un montant de plus de 2 milliards d'euros.

Le contrat, conclu en septembre 1994 par le gouvernement Balladur et sous la présidence de Mitterrand, concer-

nait trois sous-marins, dont le premier devait être construit à Cherbourg et les deux suivants en partie dans les chantiers de Karachi, avec « un transfert de technologie », de savoir-faire, devant permettre le développement d'une industrie autonome pakistanaise d'armement. En fait, huit ans plus tard, il faut encore plusieurs dizaines d'ingénieurs et de techniciens

canons, « compte tenu des tensions fortes » avec l'Inde, précisait-il devant la Commission de la Défense nationale de l'Assemblée nationale. Mais si elle fournit le Pakistan en engins de mort, la France n'est pas en reste avec l'Inde, pays avec lequel des négociations se poursuivent également pour la vente de... sous-marins.

Entre la France et le Pakistan, le commerce des armes remonte au moins à la fin des années soixante, lorsque le Pakistan décida de se doter d'une armée moderne face à l'Inde. Depuis, la France lui a vendu tout ce qu'elle a pu : six sous-marins et les navires accompagnateurs, trois chasseurs de mines, sept avions de lutte anti-sous-marin, 180 Mirage III et V de chez Dassault, des hélicoptères, des avions Falcon, des missiles Exocet et Crotale, des radars, etc., toute une panoplie d'engins de mort.

Bien sûr, l'activité de trafiquant d'armes des gouvernements français ne se limite pas au Pakistan et à l'Inde. L'Irak, l'Iran, tant d'autres pays dans cette région du monde ou en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique du Sud, aux quatre coins de la planète ont été ou sont encore des clients de l'État français et de ses industriels de l'armement.

C'est cet État qui prétend aujourd'hui rendre un hommage solennel aux victimes de l'attentat de Karachi. Mais il n'est bien sûr pas question qu'il interrompe son trafic, ni qu'il cesse d'envoyer des salariés en mission dangereuse, sinon mortelle.

Pour les gouvernants comme pour les industriels, l'argent n'a pas d'odeur, même quand il a le goût du sang.

L.P.



Au Bourget, le salon Eurosatory : une foire aux armes où l'on n'est pas très regardant sur les clients.

## SOMMET DE L'ENFANCE DE L'ONU :

## LORSQU'IL N'Y A JUSTEMENT PAS D'ENFANCE !

À l'occasion d'une session de l'ONU consacrée aux enfants, celle-ci a fait venir 500 enfants du tiers-monde à New York pour y dénoncer avec leurs mots les abus dont ils sont victimes : « nous sommes les enfants de la rue, nous sommes les enfants de la guerre, nous sommes les orphelins du Sida, nous sommes les victimes et nos voix ne sont pas entendues, il faut que tout cela cesse, nous voulons un monde digne de nous », a proclamé l'un d'eux.

Durant la dernière décennie, selon des chiffres officiels, plus de 2 millions d'enfants ont perdu la vie dans les guerres civiles, plus de 6 millions ont été mutilés, 20 millions chassés de leurs foyers, quelque 300 000 recrutés comme soldats. 700 000 enfants sont victimes chaque année du trafic de personnes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Mais pour que cela cesse, il faudra autre chose que ces rassemble-

ments, qui, certes, révèlent au monde la situation telle qu'elle est. Il faudra changer cette société qui est la cause de ces monstruosités. Et il ne faut pas compter sur des organismes comme l'ONU pour y changer quoi que ce soit. D'autant que, parfois, celle-ci cautionne elle-même des régimes qui sont directement responsables du sort subi par ces enfants.

M.R.

français sur place au Pakistan pour poursuivre la construction des sous-marins.

La France avait également fait crédit au Pakistan pour le règlement de la facture, qu'il était incapable d'honorer. Les industriels concernés par la fourniture du matériel nécessaire à la construction étaient loin d'être lésés, l'État français garantissant le contrat. De son côté, l'État ne manquait pas de compensations paraît-il très juteuses pour le crédit accordé. En février dernier, le ministre de la Défense de Jospin, Alain Richard, se félicitait ainsi des perspectives d'exportation d'armements vers un pays comme le Pakistan qui, même déclaré en faillite financière, représente un débouché important pour les marchands de



# LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

16 mai

Belley (Ain)  
Bollwiller (Haut-Rhin)  
Chantepie (Ille-et-Vilaine)  
Condat-sur-Vienne (Haute-Vienne)  
Epinay-sur-Seine (Seine-St-Denis)  
Guipry (Ille-et-Vilaine)  
Kingersheim (Haut-Rhin)  
Landser (Haut-Rhin)  
Montivillers (Seine-Maritime)  
Ohain (Nord)  
Paris 11<sup>e</sup>  
Pierre-Bénite (Rhône)  
Saint-Laurent-du-Pont (Isère)  
Saint-Quentin-Fallavier (Rhône)  
Treignac (Corrèze)

17 mai

Abbeville (Somme)  
Alençon (Orne)  
Bourg-en-Bresse (Ain)  
Buxerolles (Vienne)  
Buxières-les-Mines (Allier)  
Cancale (Ille-et-Vilaine)  
Corbigny (Nièvre)  
Crest (Drôme)  
Ivry (Val-de-Marne)  
La Couronne (Charente)

Honfleur (Calvados)  
Ligugé (Vienne)  
Munster (Haut-Rhin)  
Privas (Ardèche)  
Rilleux-la-Pape (Rhône)  
Saint-Vaury (Creuse)  
Thuré (Vienne)  
Wittelsheim (Haut-Rhin)

23 mai

Blaye (Gironde)  
Burnhaupt-le-Bas (Haut-Rhin)  
Champigny (Val-de-Marne)  
Clichy-sous-Bois (Seine-St-Denis)  
Gonfreville-L’Orcher (Seine-Maritime)  
Gourin (Morbihan)  
Honfleur (Calvados)  
Ile-Saint-Denis (Seine-St-Denis)  
Jouy-le-Moutier (Val-d’Oise)  
La Gacilly (Morbihan)  
Liffré (Ille-et-Vilaine)  
Loudun (Vienne)  
Maure-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)  
Mulhouse (Haut-Rhin)  
Neuville-de-Poitou (Vienne)  
Oullins (Rhône)  
Pouancé (Maine-et-Loire)

(Haute-Vienne)

25 mai

Arras (Pas-de-Calais)  
Cenon-sur-Vienne (Vienne)  
Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne)  
Château-Chinon (Nièvre)  
Eymoutiers (Haute-Vienne)  
Gauchy (Aisne)  
Granvilliers (Oise)  
Iteuil (Vienne)  
La Charité-sur-Loire (Nièvre)  
Les Mureaux (Yvelines)  
Loudéac (Côtes-d’Armor)  
Luzy (Nièvre)  
Mézidon-Canon (Calvados)  
Pouilly-sur-Loire (Nièvre)  
Rouffach (Haut-Rhin)  
Saint-Etienne (Loire)

26 mai

Ploemeur (Morbihan)

27 mai

Bruz (Ille-et-Vilaine)  
Bully-les-Mines (Pas-de-Calais)  
Cergy-Les Limandes (Val-d’Oise)  
Collégien (Seine-et-Marne)  
Epinay-sous-Sénart (Essonne)  
Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)  
Lille-Sud (Nord)  
Mayenne (Mayenne)  
Miribel (Ain)  
Romans (Drôme)  
Segré (Maine-et-Loire)  
Vern (Ille-et-Vilaine)  
Vire (Calvados)

28 mai

Aubenas (Ardèche)  
Aubervilliers (Seine-St-Denis)  
Blanquefort (Gironde)  
Carentan (Manche)  
Château-la-Vallière (Indre-et-Loire)  
Combourg (Ille-et-Vilaine)  
Fessenheim (Haut-Rhin)  
La Machine (Nièvre)  
Mulhouse (Haut-Rhin)  
Paimpol (Côtes-d’Armor)  
Ploemeur (Morbihan)  
Saint-Martin-d’Auxigny (Cher)  
Vitré (Ille-et-Vilaine)

29 mai

Issenheim (Haut-Rhin)  
Janzé (Ille-et-Vilaine)  
Maîche (Doubs)  
Matignon (Côtes-d’Armor)  
Mons-en-Barœul (Nord)  
Pontarlier (Doubs)  
Pontivy (Morbihan)  
Saint-Pierre-sur-Dives (Calva-dos)  
Vannes (Morbihan)  
Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne)

30 mai

Cambrai (Nord)  
Cognac (Charente)  
Crevin (Ille-et-Vilaine)  
Dinan (Côtes-d’Armor)  
Fougères (Ille-et-Vilaine)  
Josselin (Morbihan)  
Lannion (Côtes-d’Armor)  
Lapoutroie (Haut-Rhin)  
Laval-St Nicolas (Mayenne)  
Mulhouse (Haut-Rhin)  
Soultz (Haut-Rhin)  
Tinténia (Ille-et-Vilaine)

31 mai

# Échos des entreprises

## À LA POSTE

### ● IL FAUT PARLER CLAIR

Finalement, la direction départementale a revu sa copie sur le paiement des plis électoraux : pour le 1<sup>er</sup> tour, ce sera payé 1 heure pour 85 plis au lieu de 1 heure pour 110 plis. Ainsi, chacun y gagnera un peu.

On a su trouver les arguments pour convaincre la direction : à la Recette Principale, une pétition avait été portée en délégation et certains parlaient de faire grève pour le 2<sup>e</sup> tour. Et dans de nombreux autres bureaux, des collègues avaient eux aussi réagi.

Quand on parle comme il faut, on se fait mieux comprendre.

### ● PRIVATISATION RAMPANTE

En juin, La Poste va commencer à vendre des immeubles avec l’objectif d’en tirer 100 millions d’euros.

Ces immeubles, c’est le patrimoine que La Poste a accumulé durant des décennies grâce à l’argent des timbres et du travail des postiers.

Mais à quoi vont servir les millions d’euros de ces ventes ? On sait bien que les dirigeants de La Poste veulent multiplier les acquisitions pour soi-disant renforcer le groupe. Pour cela, ils n’hésitent pas à organiser une véritable braderie du service public.

(Echos du bulletin Lutte Ouvrière - Hôtel des Postes - Lyon)

## DANS LES HÔPITAUX

### ● SERVICES DÉJÀ EN HEURE D’ÉTÉ

Serions-nous déjà en période de vacances ? En tout cas, on n’est pas encore en congés que des lits sont périodiquement fermés, faute de personnel, comme en Cardiologie il y a quinze jours, ou en ce moment en Orthopédie, en Hématologie et en Cancérologie.

Parce que les gouvernements depuis une dizaine d’années n’ont pas formé d’infirmières en nombre, n’ont pas voulu embaucher, l’hôpital – pourtant service public – ne peut pas accueillir tous les malades.

Bientôt, les patients devront venir à l’hôpital avec leur linge, leurs médicaments... et leurs soignants ?

### ● LES BONS COMPTES FONT...

A Saint-Antoine, les 35 heures ne seront appliquées dans les services qui le peuvent qu’à partir du 21 mai.

D’autre part, les textes réglementaires pour la présence au travail n’existant pas encore, ce sont donc les anciens qui restent en vigueur.

Cela n’empêche pas certains cadres de faire leur règlement à eux, évidemment défavorable au personnel pour la récupération en RS des jours férié, entre autres. Tout cela serait, paraît-il, mis sur des comptes provisoires.

Nous, ce que nous voulons, ce ne sont pas des comptes provisoires, mais que l’on nous rende des comptes et que l’on nous donne notre dû.

(Echos du bulletin Lutte Ouvrière - Hôpital Saint-Antoine - Paris)

### ● AUGMENTER LES SALAIRES

La paie d’avril est meilleure que d’habitude grâce au versement de la prime, du moins pour ceux qui peuvent en bénéficier.

En effet, les contractuels, qui font pourtant le même travail, ne touchent pas la prime, et pour ceux qui ont eu des arrêts, elle est réduite.

Vu le peu d’augmentation de salaire depuis plusieurs années, c’est tous les mois que l’on devrait avoir cette même paie, et pour tout le monde.

### ● SCANDALEUX

Actuellement, 13 lits de Neurologie sont fermés faute de médecins.

Depuis des années, le nombre d’étudiants en médecine et dans le secteur paramédical est insuffisant.

Les pouvoirs publics le savent bien mais, en diminuant le nombre de soignants, ils cherchaient à réduire les dépenses de santé, comme si c’était les soignants qui rendaient les gens malades.

On voit aujourd’hui ce que donne cette politique criminelle menée par les gouvernements successifs depuis trente ans !

(Echos du bulletin Lutte Ouvrière - Hôpital Pontchaillou -Rennes)



La Teste-de-Buch (Gironde)  
Libourne (Gironde)  
Pinon (Aisne)  
Pornichet (Loire-Atlantique)  
Ressons-sur-Matz (Oise)  
Voreppe (Isère)

18 mai

Angoulême (Charente)  
Chaillac (Indre)  
Civray (Vienne)  
Clamecy (Nièvre)  
Die (Drôme)  
Horbouurg-Wihr (Haut-Rhin)  
La Bassée (Nord)  
Prissac (Indre)  
Revel (Haute-Garonne)  
Saint-Benoît (Vienne)  
Urzy (Nièvre)

21 mai

Migné-Auxances (Vienne)  
Pulversheim (Haut-Rhin)  
Thouard (Deux-Sèvres)  
Tours (Indre-et-Loire)  
Villers-le-Lac (Doubs)

22 mai

Altkirch (Haut-Rhin)  
Avesnes-sur-Helpe (Nord)  
Beaurepaire (Isère)  
Bélâbre (Indre)  
Béthune (Pas-de-Calais)  
Bléré (Indre-et-Loire)  
Bourgueil (Indre-et-Loire)  
Herbault (Loir-et-Cher)

Sainte-Maure (Indre-et-Loire)  
Saint-Meen-le-Grand (Ille-et-Vilaine)  
Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)  
Saint-Pierre-le-Moutier (Nièvre)  
Tulle (Corrèze)

24 mai

Ambérieu-en-Bugey (Ain)  
Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire)  
Châteauneuf-la-Forêt (Haute-Vienne)  
Chaulgnes (Nièvre)  
Décines (Rhône)  
Dol-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine)  
Fontaines-sur-Saône (Rhône)  
Huningue (Haut-Rhin)  
Isle-d Espagnac (Charente)  
La Chapelle-Saint-Luc (Aube)  
Lomme (Nord)  
Masevaux (Haut-Rhin)  
Montfort-sur-Meu (Ille-et-Vilaine)  
Ploumagoar (Côtes-d’Armor)  
Pontcarré (Seine-et-Marne)  
Retiers (Ille-et-Vilaine)  
Ribecourt (Oise)  
Saint-Lô (Manche)  
Saint-Maurice-l’Exil (Isère)  
Saint-Pantaleon-de-Larche (Corrèze)  
Saint-Yrieix-la-Perche

## Allemagne

Depuis le lundi 13 mai, le syndicat des métallurgistes IG Metall a étendu à Berlin et au Brandebourg (la région qui entoure la capitale allemande) la grève lancée le 6 mai dans le Bade-Wurtemberg afin d'obtenir une hausse moyenne des salaires de 6,5 % pour la période à venir, ainsi que l'obtention d'une grille unique de salaires pour les ouvriers et les employés.

Ce mouvement fait hurler tout ce que l'Allemagne compte de grands et petits bourgeois, de politiciens corrompus et de journalistes aux ordres, contre ces travailleurs qu'ils présentent comme « égoïstes » et « surpayés ». L'Allemagne n'est pourtant pas un pays en pointe en ce qui concerne la contestation : la précédente grève pour les salaires dans la métallurgie date de 1995, et elle était limitée à la Bavière. Quant à Berlin, le dernier mouvement des métallos y remonte (si l'on excepte le soulèvement ouvrier de juin 1953 à Berlin-Est) à 1932 !

Tous ces gens-là ont, évidemment, un culot monstre. Car la revendication mise en avant par l'IG Metall consiste en un simple rattrapage, après des années de modération salariale. D'autant que la situation des entreprises est florissante : pour la seule année 2000, leurs

profits ont augmenté, selon le syndicat, de 11,6 %. Alors que les revenus réels des salariés se sont accrus de seulement 1,1 % ; et ont même diminué de 0,1 % en 2001.

De son côté, la productivité des entreprises a fait un bond de 8,6 % en 2000 et encore de 4 % en 2001. Quant aux dirigeants des 30 plus grandes entreprises allemandes cotées en Bourse, ils se sont octroyé une augmentation de 64 % sur les deux dernières années.

### UN MOUVEMENT SUR LEQUEL LES TRAVAILLEURS N'EXERCENT AUCUN CONTRÔLE

Alors, les métallos allemands auraient toutes les raisons d'engager un véritable combat pour une augmentation significative des salaires. Une victoire dans ce domaine renforcerait toute la classe ouvrière et la mettrait en meilleure situation pour lutter contre le chômage (il y a 4,3 millions de chômeurs officiels), la précarité et la flexibilité qui se généralisent partout.

Malheureusement ce n'est pas vraiment le cas. Les dirigeants de l'IG Metall avaient commencé, après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, par parler de modérer les revendications. Ils ont dû réviser leur copie, sans doute devant le mécontente-

ment exprimé par une partie de leur base, et mettre en avant, à la fin de 2001, la revendication de 6,5 %. Il y a ensuite eu des mois de discussion avec le patronat, qui n'offrait au départ que 2 %. Puis des « débrayages d'avertissement » en Bavière et en Rhénanie-Palatinat. Les négociations ont été rompues le 19 avril avec le syndicat patronal Gesamtmetall, qui proposait alors 3,3 % sur 13 mois et une prime de 190 euros. L'IG Metall a fini par organiser une consultation des syndiqués sur l'opportunité d'une grève (il faut 75 % de « oui » pour entamer une action). Tout cela avant d'en arriver au mouvement actuel. Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un mouvement qui pourrait, par son ampleur et sa spontanéité, faire peur au patronat. Ce dernier a eu tout le temps de faire des stocks ou de livrer les commandes urgentes. Il sait également qu'il pourra rattraper les quelques jours perdus par des samedis travaillés.

Pourtant les syndiqués ont voté (à 90 % dans le Bade-Wurtemberg et à 86 % à Berlin et dans le Brandebourg) pour la grève. Mais, au-delà de ce vote formel, le déroulement du mouvement n'est absolument pas sous leur contrôle. Ce sont les dirigeants syndicaux qui décident, seuls, quand, où et comment faire grève. Ils

diluent ainsi la volonté de lutte dans une « tactique de grève flexible » qui consiste à faire débrayer seulement quelques milliers de salariés en même temps, pour une équipe ou une journée, dans certaines entreprises choisies. Un piquet de grève est mis en place, mais, sauf là où des délégués combattifs essaient d'animer la grève, la plupart des travailleurs sont invités à rentrer chez eux après avoir pointé. Les apprentis, de leur côté, ne sont pas appelés à faire grève.

Il s'agit donc pour l'essentiel d'une grève d'opérette dans laquelle les travailleurs ne peuvent mesurer ni leur nombre ni leur force. Et elle ne sert à la bureaucratie syndicale qu'à obtenir de retourner négocier quelques dixièmes de pour cent en plus et présenter cela comme une victoire. C'est ce qui semble se dessiner à l'heure où nous écrivons puisque des négociations doivent reprendre avec le patronat le 15 mai.

Pourtant, au-delà de la métallurgie, bien des travailleurs seraient prêts à s'y mettre aussi. « Comme en Italie ou en France », entend-on souvent dire. Avec sans doute bien des illusions, mais avec l'idée qu'il faudrait se battre tous ensemble. Ce sentiment est d'autant plus partagé que des négociations salariales ont lieu

au même moment dans la chimie, l'imprimerie, le commerce de détail, la construction ou chez les cheminots. Mais loin d'aider les travailleurs à mettre leurs forces en commun, les dirigeants syndicaux font tout pour les diviser.

Quelques jours avant le début de la grève dans la métallurgie, le syndicat de la chimie s'est ainsi empressé de conclure un accord pour 3,3 % d'augmentation. En ce moment-même, le syndicat du bâtiment est en négociation avec le patronat de ce secteur pour une augmentation de 4,5 %. L'inflation serait-elle moindre pour les salariés du bâtiment que pour les métallos ? Mais sur quelques chantiers, comme à Bottrop et à Leuna, des grèves « sauvages » ont déjà eu lieu.

Alors nous ne savons pas si le climat d'agitation qui touche actuellement le monde du travail va se poursuivre. Mais ce qui est certain, c'est que la classe ouvrière allemande a besoin d'une tout autre politique que celle incarnée par la bureaucratie syndicale. Et il faut espérer qu'à travers les mouvements actuels de nombreux travailleurs en prennent conscience.

Henri MARNIER

## Israël

Samedi 11 mai, près de 60 000 Israéliens ont manifesté dans les rues de Tel Aviv pour réclamer le retrait des militaires et des tanks israéliens des Territoires palestiniens, au cri de « Deux peuples, deux Etats ensemble ».

Ce n'est qu'en reconnaissant les droits du peuple palestinien à posséder son territoire et son Etat que le peuple israélien pourra garantir sa sécurité. Pas avec les chars, la répression et les massacres de la population civile palestinienne.

## CHANTE ET TAIS-TOI ?

Une chanteuse israélienne, Yaffa Yarkoni, très populaire et qui avait jusqu'à présent soutenu Israël dans toutes les guerres, vient de prendre position, à 76 ans, contre l'attitude actuelle de l'Etat vis-à-vis des Palestiniens.

Déclarant à la radio qu'elle « justifie tous ceux qui refusent aujourd'hui de servir dans les territoires palestiniens », elle a ajouté qu'à son avis il fallait rendre « tous les territoires », s'interrogeant sur les raisons du

conflit actuel en ces termes : « Pourquoi Sharon fait-il la guerre ? Pour tuer des paysans, bombarder Gaza et découvrir ensuite qu'il y a des femmes et des enfants parmi les victimes ! » Et elle a conclu : « Notre peuple a connu la Shoah. Comment sommes-nous capables de commettre ces actes ? Nos actes font s'insurger les Palestiniens, et je les comprends. »

À cause de ces propos, qui ne sont pourtant que des critiques de



Manifestation de pacifistes israéliens à Tel Aviv le 16 février dernier

bon sens des actes que commet en ce moment l'armée israélienne, Yaffa Yarkoni a été presque unanimement insultée : par les médias – un quotidien écrivant qu'elle avait rejoint « les nouveaux antisémites européens » – autant que par l'intelligentsia – un universitaire la traitant de « négationniste » – et par les milieux artistiques, le syndicat des artistes

annulant une soirée prévue en son honneur. Elle a été tellement montrée du doigt, désignée comme traîtresse, qu'elle vit maintenant en recluse, craignant des représailles physiques à son encontre.

Les dirigeants israéliens n'hésitent pas parfois – le ridicule tue quand même moins que les balles réelles – à affirmer que leur

pays est la seule démocratie au Moyen-Orient. Leurs actes vis-à-vis des Palestiniens démentent à eux seuls cette affirmation mensongère. Mais ce qui arrive à cette chanteuse israélienne montre que, même pour les Israéliens juifs, la marge de liberté devient de plus en plus réduite.

Nelly MEYER



## Grande-Bretagne

### Le déraillement de Potters Bar

## LES REQUINS DU RAIL : AUSSI CRIMINELS QUE PARASITES

Huit morts et plus d'une trentaine de blessés, tel est le bilan du déraillement qui s'est produit le 10 mai à Potters Bar, une petite gare de la grande ceinture londonienne. En cinq années de pouvoir travailliste, les chemins de fer britanniques privatisés auront ainsi fait 60 morts et plus de 500 blessés, et encore, en ne comptant que les accidents les plus importants.

C'est le dernier wagon d'une rame automotrice qui a déraillé alors qu'elle s'apprêtait à traverser la gare à près de 160 km/h. Emporté par la vitesse, le wagon s'est mis en travers des voies et est monté sur les deux quais, élevant au passage une salle d'attente et un vestiaire de cheminots. Heureusement, à cette heure-là (12h45), la gare était pratiquement vide. Si l'accident s'était produit ne serait-ce que deux heures plus tard, le wagon fou aurait sans doute fait un carnage parmi les 200 écoliers qui viennent prendre le train chaque jour après la classe.

Pour une fois, personne n'a osé parler d'« erreur humaine » ni de sabotage. Et pour cause, car on a tout de suite trouvé la cause : les boulons maintenant les lames d'un aiguillage avaient fini par céder à la rouille qui les rongeaient – sans doute depuis des mois, vu leur taille.

Les dirigeants de Railtrack,

entreprise propriétaire des voies, et de Jarvis, l'une des deux entreprises privées responsables de leur maintenance, ont aussitôt prétendu que l'aiguillage avait été visité la veille de l'accident. Mais ils mentaient : la dernière trace écrite d'une visite remontait à trois semaines. Alors que le règlement de sécurité prévoit une visite visuelle tous les deux jours et une visite approfondie hebdomadaire ! Et encore ces précautions sont-elles considérées comme un minimum absolu sur cette portion de ligne, l'une des plus fréquentées du pays.

#### UNE INCURIE CRIMINELLE

Le plus édifiant pourtant aura été de voir les responsables des deux compagnies, du PDG aux cadres locaux, faire étalage de leur ignorance en matière de sécurité sur les écrans de télévision. Car leurs entreprises ne sont là que pour la gestion financière et, bien sûr, pour empocher les profits. Mais le reste, l'essentiel du travail réel, est sous-traité auprès d'une myriade de PME sélectionnées non pas pour la qualité de leur travail, mais pour la modicité de leurs tarifs. Qu'importe à Jarvis ou à Railtrack que la maintenance soit assurée ou pas, du moment que la note reste en dessous du pla-

fond prévu par leur plan d'exploitation !

Mais l'incurie des requins du rail ne s'arrête pas là. Pourquoi, par exemple, fait-on passer des trains à 160km/h le long des quais d'une gare ? En principe, au-delà d'une certaine vitesse, on doit positionner les arrêts sur des voies parallèles ou, à défaut, faire ralentir les trains. Mais pour Railtrack, le temps c'est de l'argent et construire de nouvelles voies coûte cher. Alors on s'est borné à remplacer la vieille gare en dur (qui au moins fournissait une protection minimum aux voyageurs) par une gare-abri ouverte à tout vent destinée à réduire au minimum pour un coût très faible la résistance au déplacement d'air causé par les rapides. Et tant pis si sa structure risquait de s'écrouler au premier choc (comme cela a été le cas le 10 mai) et si les passagers n'avaient nulle part où se réfugier en cas d'accident !

Tout le monde est complice dans cette affaire, de Railtrack et Jarvis aux organes publics chargés de veiller à la sécurité, en passant par les exploitants privés des lignes de train. Ainsi on vient d'apprendre que plusieurs rapports avaient été transmis par un conducteur pour signaler l'état alarmant de l'aiguillage cause du déraillement. Mais WAGN, la compagnie propriétaire du train accidenté, n'a pas jugé bon d'en tenir compte et Railtrack encore moins. Personne ne voulait faire les frais d'une immobilisation de la voie.

Au bout du compte, l'aiguillage a rendu l'âme et la voie a quand même dû être immobilisée – mais ce sont les usagers qui en ont fait le gros des frais, et à quel prix, huit morts !

En octobre 2000, un autre déraillement s'était produit à Hatfield, à moins de deux kilomètres de Potters Bar, sur le même tronçon de voie. Il avait causé un tel scandale que le gouvernement Blair avait dû donner l'impression de sortir de son inaction. Pendant des

mois, des limitations de vitesse furent imposées dans tout le pays et les rails furent inspectés, et le cas échéant remplacés. Ou tout au moins c'est ainsi que le gouvernement justifia les centaines de millions d'euros de subventions supplémentaires versées aux compagnies privées du chemin de fer. Car dans les faits, jamais il n'y eut de contrôle sur l'usage de ces fonds et, fait bien significatif, on ne vit aucune desdites compagnies embaucher de main-d'œuvre qualifiée pour ce genre de travaux durant cette période.

#### BLAIR ENGRAISSE LES PARASITES

Vers la fin de l'année 2001, les limitations de vitesse disparurent et on fit savoir en haut lieu que la « crise » était terminée. Mais pas les subsides supplémentaires. Non seulement ceux-ci ne disparurent pas, mais ils augmentèrent. Railtrack, dont la direction est passée maître dans l'art d'éponger la manne étatique, réussit même à se retrouver au bord de la faillite, à force de distribuer des dividendes exceptionnels à ses gros actionnaires et des bonus à ses directeurs.

Face au scandale menaçant, le gouvernement Blair reprit en main Railtrack, indemnisant les actionnaires pour plus de deux milliards d'euros, et il s'apprête

à en confier la gestion à un conseil d'administration formé de représentants de toutes les compagnies privées des chemins de fer avec comme mission de se partager les subsides de l'Etat que Blair s'est engagé à augmenter encore sous couvert d'« investir ». Mais il n'est pas difficile d'imaginer où finiront l'essentiel de ces prétendus investissements : dans les poches des actionnaires.

Ces requins du rail ont en commun le même mépris cynique pour les usagers comme pour les cheminots, et le même parasitisme vis-à-vis des fonds publics. Jarvis en est d'ailleurs un représentant typique : c'est une société de services qui vit exclusivement de l'administration de contrats de sous-traitance passés avec l'Etat dans les chemins de fer, l'enseignement et la Santé.

Qui peut s'étonner, dans ces conditions, que les chemins de fer privatisés soient aussi dangereux ? Sûrement pas Blair ni ses ministres. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait aux leaders travaillistes la volonté politique de s'affronter au capital au lieu de se traîner servilement à ses pieds. Faute de cette volonté, Blair se fait complice de la rapacité des requins, qu'il attise en leur en donnant toujours plus. Les travailleurs et les usagers en font les frais, avec leur peau.

François ROULEAU



### COURSE AUX PROFITS DANS LES TRANSPORTS BRITANNIQUES



### LUTTE DE CLASSE N° 65 (mai-juin 2002) Au sommaire

L'élection présidentielle  
21 avril - 5 mai 2002

#### • Après les deux tours de l'élection présidentielle

Un échange de correspondance entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire

Tribune de la minorité : l'extrême gauche devant ses choix

#### • Documents

#### • Résultats

Prix : 1,5 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,46 euro

